

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (français)

ACCOMODATION SALES CONDITIONS (english)

GESCHÄFTSBEDINGUNGEN (deutch)

CONDICIONES DE VENTA (espana)



Réservation en ligne d'un séjour en hébergement Gîte de France® Conditions de vente

Conditions applicables à toutes les réservations

Les parties au contrat :

« Vous » ou « le Client » ou « l'Acheteur » désigne tout utilisateur du présent site qui réserve, commande et/ou achète tout Produit et Service proposé. Vous ne pouvez utiliser ce Site que si Vous êtes majeur et habilité à signer des contrats qui engagent votre responsabilité. Vous serez financièrement responsable de toutes vos utilisations du Site.

Les prestations vendues sur le présent site sont réservées aux particuliers. Les groupements et professionnels doivent prendre contact directement avec le Vendeur.

« Nous » ou « le Vendeur » désigne la centrale de réservation :

Dénomination sociale : SCIC SA sudfrance .fr
Société Coopérative Anonyme au capital variable
Domiciliée au 78 ter rue Barbacane – 11000 CARCASSONNE



offrant des hébergements à la location, au nom de ses mandants, et s'engageant à respecter les règles professionnelles suivantes : article 68 du décret de 1972 ([ANNEXE 1, page 5](#)) modifié pour les locations de gîtes hors forfait, article 95 à 103 du décret de 1993 ([ANNEXE 2, page 6](#)) pour les voyages et forfaits touristiques.

Objet du contrat : Le présent contrat a pour objet d'assurer à distance par voie électronique la réservation d'un séjour en hébergement agréé Gîtes de France®, labellisé par le Relais Départemental des Gîtes de France de l'Aude. En aucun cas, nous ne saurions voir notre responsabilité engagée en cas d'utilisation de ces contrats par des tiers ou à des fins autres que touristiques.

Prise d'option en ligne : Le présent site permet de poser une option sur la réservation d'un séjour en hébergement Gîte de France® dont la durée de validité est mentionnée sur la proposition de contrat émise par le Vendeur. Sous réserve des dispositions des présentes conditions de vente, il Vous est possible lors de votre option de payer en ligne tout ou partie du prix du séjour en indiquant vos coordonnées bancaires. Toutefois, le module « prise d'option » ne permet pas la conclusion du contrat en ligne. A réception de votre prise d'option, Nous vous ferons parvenir un contrat de réservation que vous devrez retourner signé, accompagné le cas échéant de votre paiement. **Attention : nous devons avoir reçu, avant la date précisée lors de votre option et figurant sur le contrat, votre contrat signé ainsi que votre paiement pour que votre réservation devienne définitive.** A défaut, votre réservation sera considérée comme non confirmée et le Vendeur remettra en vente le séjour concerné.

Réservation en ligne : Après avoir effectué sa sélection et cliqué sur le bouton « réserver », le Client voit apparaître un écran qui récapitule les éléments de la réservation et propose une assurance annulation. Un second écran récapitule alors l'ensemble des éléments spécifiques figurant au contrat que le client doit confirmer. Le Client est alors invité à compléter une page de données personnelles qu'il valide par un bouton "valider". Un nouvel écran apparaît proposant le paiement en ligne.

Les systèmes d'enregistrements automatiques mis en place par le Vendeur sont considérés comme valant preuve de la conclusion du présent contrat de réservation.

Le Client recevra une confirmation de la commande par courrier électronique. Cette confirmation retracera les caractéristiques essentielles de la réservation, son prix et ses modalités de paiement. Le contenu de ces confirmations de réservation est archivé par nos soins. Elles sont considérées comme valant preuve du consentement du client au présent contrat et de sa date.

Les moyens de paiement du prix de la prestation :

Le paiement en ligne par carte bancaire vous permet de réserver votre séjour en ligne et immédiatement de manière ferme. Si le délai entre la date de réservation et la date de début du séjour est inférieur à 7 jours, il n'est pas suffisant pour pouvoir assurer un paiement par chèque ou mandat. Par conséquent, à moins de 7 jours francs, seul le paiement par carte bancaire vous est proposé.

Pour les prises d'option, le paiement peut intervenir par tout moyen : chèque, mandat, virement, carte bancaire...

Incessibilité du contrat : sauf application des présentes conditions de vente, le présent contrat est conclu intuitu personae et ne peut être cédé.

Capacité d'hébergement : Le contrat est établi pour une capacité précise de personnes. Si le nombre de vacanciers dépasse la capacité d'accueil, le prestataire peut refuser les Clients supplémentaires. Toute modification ou rupture du contrat sera considérée à l'initiative du Client.

Vos animaux domestiques : Le contrat précise si le Client peut ou non séjourner en compagnie d'un animal domestique. En cas de non respect de cette clause par le Client, le prestataire peut refuser le séjour. Dans ce cas, aucun remboursement ne sera effectué.

Annulation du fait du client : Toute annulation doit être notifiée par lettre recommandée au service de réservation.

a/ Vous bénéficiez d'une assurance-annulation : reportez vous à la fiche assurance jointe.

b/ Vous ne bénéficiez pas d'une assurance-annulation : pour toute annulation du fait du Client, la somme remboursée à ce dernier par le service de réservation, à l'exception des frais de dossier (si ceux-ci ont été perçus lors de la réservation) sera la suivante :

- annulation plus de 30 jours avant le début du séjour : il sera retenu 10 % du montant du séjour ;
- annulation entre le 30^e et le 21^e jour inclus avant le début du séjour : il sera retenu 25 % du prix du séjour ;
- annulation entre le 20^e et le 8^e jour inclus avant le début du séjour : il sera retenu 50 % du prix du séjour ;
- annulation entre le 7^e et le 2^e jour inclus avant le début du séjour : il sera retenu 75 % du prix du séjour ;
- annulation moins de 2 jours avant le début du séjour : il sera retenu 90 % du prix du séjour.

En cas de non-présentation du Client, il ne sera procédé à aucun remboursement

Interruption du séjour : En cas d'interruption du séjour par le Client, il ne sera procédé à aucun remboursement sauf si le motif d'interruption est couvert par l'assurance-annulation dont peut bénéficier le Client.

Annulation du fait du vendeur : Lorsque avant le début du séjour, le service de réservation annule ce séjour, il doit informer l'Acheteur par lettre recommandée avec avis de réception. L'Acheteur sera remboursé immédiatement et sans pénalités des sommes versées. Il recevra en outre une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date. Ces dispositions ne s'appliquent pas lorsqu'est conclu un accord amiable ayant pour objet l'acceptation par l'Acheteur d'un séjour de substitution proposé par le Vendeur.

Modification d'un élément substantiel : Lorsque avant la date prévue du début du séjour le service de réservation se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat, l'Acheteur peut, et après en avoir été informé par le Vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalités le remboursement immédiat des sommes versées ;
- soit accepter la modification ou la substitution de lieux de séjours proposée par le Vendeur : un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties. Toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'Acheteur et si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu sera restitué au Client avant le début de son séjour.

Empêchement pour le vendeur de fournir en cours de séjour les prestations prévues dans le contrat :

Lorsqu'en cours de séjour, le Vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat, représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'Acheteur, le service de réservation proposera un séjour en remplacement du séjour prévu en supportant éventuellement tout supplément de prix. Si le séjour accepté par l'Acheteur est de qualité inférieure, le service de réservation lui remboursera la différence de prix avant la fin de son séjour. Si le Vendeur ne peut lui proposer de séjour de remplacement ou si celui-ci est refusé par l'Acheteur pour des raisons valables, le premier règlera au second une indemnité calculée sur les mêmes bases qu'en cas d'annulation du fait du Vendeur.

Responsabilité du Client : Il vous appartient de vérifier que les informations que vous fournissez lors de votre inscription, ou à tout autre moment, sont exactes et complètes. Il est de votre responsabilité de Vous assurer que les coordonnées que Vous communiquez lors de votre réservation sont correctes et qu'elles Vous permettront de recevoir la confirmation de votre réservation. Dans l'hypothèse où Vous ne recevriez pas cette confirmation, il Vous incombe de contacter le Vendeur. Pour le bon suivi de votre dossier, Vous devez informer immédiatement le Vendeur de toute modification des informations fournies lors de votre inscription.

Responsabilité du Vendeur : Le Vendeur qui offre à un Client des prestations est l'unique interlocuteur de ce Client et répond devant lui de l'exécution des obligations découlant des présentes conditions de vente. Le Vendeur ne peut être tenu pour responsable des cas fortuits, des cas de force majeure ou du fait de toute personne étrangère à l'organisation et au déroulement du séjour.

Usage de la langue française et primauté du Français : conformément à la loi 94-664 du 04 août 1994, les offres présentées sur le présent site à destination de la clientèle française, sont rédigées en langue française. Des traductions commerciales en langues étrangères de tout ou partie des rubriques figurant sur le présent Site peuvent toutefois être accessibles. Les parties conviennent que la version en langue française prime sur toutes les traductions commerciales rédigées dans une autre langue.

Utilisation du Site : Le présent site propose à la réservation des séjours en hébergements agréés Gîtes de France[®], labellisés par le Relais Départemental des Gîtes de France de l'Aude, au nom de la Fédération Nationale des Gîtes de France et du Tourisme Vert[®]. Le Site a pour fonction de Vous assister dans la recherche des Produits et Services en relation avec le voyage, et d'effectuer les réservations appropriées ou toute autre transaction. Une utilisation du service de réservation de ce Site, frauduleuse ou qui contreviendrait aux présentes Conditions de Vente, pourra entraîner le refus par « nom de la centrale », à tout moment, de l'accès aux Services proposés sur ledit Site.

Propriété intellectuelle :

notre engagement : l'édition d'informations en ligne est soumise au même régime juridique que l'édition traditionnelle. Le contenu du présent site est donc régi par divers textes qui confèrent au lecteur internaute divers droits et devoirs. Le Vendeur et éditeur du présent site s'engage à respecter les règles éditoriales en vigueur et à tout mettre en œuvre pour s'assurer de la validité des informations portées à la connaissance du public. Il autorise le lecteur à imprimer tout ou partie du contenu proposé sur le site pour son usage strictement personnel.

engagement du Client : le Client s'engage pour sa part à respecter les règles de propriété intellectuelle des divers contenus proposés sur le site, ce qui implique qu'il s'engage à ne pas reproduire, résumer, modifier, altérer ou rediffuser, sans l'autorisation expresse préalable du propriétaire du site, quelque article, titre, application, logiciel, logo, marque, information ou illustration pour un usage autre que strictement privé, ce qui exclut toute reproduction à des fins professionnelles, lucratives ou de diffusion en nombre. Il s'engage à ne pas recopier tout ou partie du site sur tout autre support. Le non respect de ces engagements impératifs engage la responsabilité civile et pénale du contrevenant.

Protection des données personnelles : Conformément à la loi Informatique et Libertés du 06 Janvier 1978, vous disposez à tout moment d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données personnelles vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit, il vous suffit soit de nous écrire, soit d'en faire la demande par e.mail. Les données saisies sur les formulaires présents sur le présent site demeurent confidentielles au Vendeur.

Territorialité de la législation applicable et des compétences juridictionnelles : les parties conviennent que le présent contrat est régi par la loi française y compris en ce qui concerne la définition des compétences juridictionnelles.

Preuve : Il est expressément convenu que, sauf erreur manifeste commise par le Vendeur, les données conservées dans le système d'information du Vendeur et/ou de leurs Partenaires ont force probante quant aux commandes passées. Les données sur support informatique ou électronique conservées par le Vendeur constituent des preuves et, si elles sont produites comme moyens de preuve par le Vendeur dans toute procédure contentieuse ou autre, elles seront recevables, valables et opposables entre les parties de la même manière, dans les mêmes conditions et avec la même force probante que tout document qui serait établi, reçu ou conservé par écrit.

Expression des réclamations – Règlement des litiges – Clients indécidés : Toute réclamation relative à la procédure électronique de réservation peut être adressée à la centrale de réservation. Toute réclamation relative à l'état des lieux et à l'état du descriptif du lieu du séjour, doit être soumise au service de réservation dans les 3 jours à compter de l'entrée dans les lieux. Toute autre réclamation doit lui être adressée dans les meilleurs délais, par lettre. En cas de désaccord persistant, les litiges peuvent être soumis au service qualité de la Fédération Nationale des Gîtes de France et du Tourisme Vert qui s'efforcera de trouver un accord amiable. Lorsque le service de réservation, en qualité de mandataire, est amené, au nom du propriétaire, à désintéresser le Client, ce dernier le subroge dans les droits et actions qu'il détient auprès du propriétaire. Le Vendeur se réserve le droit d'annuler ou de refuser toute commande d'un Client avec lequel il existerait un litige relatif au paiement d'une dette antérieure.

Conditions particulières applicables à la réservation d'un séjour en gîte rural

Les conditions figurant dans le présent chapitre viennent compléter les conditions applicables à toutes les réservations.

Les dates de perceptions du prix du séjour :

En application de l'article 68 du décret 72-678 du 20 juillet 1972 modifié, les réservations de locations saisonnières faites par un intermédiaire, ne peuvent faire l'objet d'aucun versement plus de 6 mois avant l'entrée dans les lieux. Par conséquent, les réservations d'un séjour en gîte rural effectuées plus de 6 mois avant l'entrée dans les lieux ne donneront lieu à aucun paiement avant l'expiration de ce délai. Au terme de ce délai, Vous serez invité par courrier à régler votre acompte.

Pour les réservations effectuées entre 6 mois et 30 jours avant le début du séjour, le paiement d'un acompte de 25% du prix du séjour sera exigé lors de la conclusion du contrat. Le solde est dû 30 jours avant le début du séjour : à cette échéance, Vous serez invité par courrier à régler cette somme.

Pour les réservations réalisées moins de 30 jours avant le début du séjour, la totalité du prix du séjour sera exigé lors de la conclusion du contrat.

Les prix : les prix sont indiqués dans chaque descriptif et correspondent au coût global de la location du gîte. C'est un prix à la semaine (du samedi après-midi 16 heures au samedi matin 10 heures) ou au week-end.

Délai de rétractation

Les réservations étant réalisées pour une date déterminée, le client ne bénéficie pas du droit de rétractation en application de l'article L121-20 du Code de la Consommation, conformément à l'article L121-20-4 du même code.

L'arrivée : Le Client doit se présenter le jour précisé et aux heures mentionnées sur le présent contrat ou sur l'accusé de réception. En cas d'arrivée tardive ou différée ou d'empêchement de dernière minute, le Client doit prévenir le prestataire (ou propriétaire) dont l'adresse et le téléphone figurent sur le bon d'échange ou la fiche descriptive.

L'état des lieux : Un inventaire est établi en commun et signé par le Client et le propriétaire ou son représentant à l'arrivée et au départ du gîte. Cet inventaire constitue la seule référence en cas de litige concernant l'état des lieux. Le Client est tenu de jouir du bien loué en bon père de famille. L'état de propreté du gîte à l'arrivée du Client devra être constaté dans l'état des lieux. Le nettoyage des locaux est à la charge du vacancier pendant la période de location et avant son départ. Le montant des éventuels frais de ménage est établi sur la base de calcul mentionnée dans la fiche descriptive.

Le dépôt de garantie : A l'arrivée du Client dans son lieu de séjour, un dépôt de garantie dont le montant est indiqué sur la fiche descriptive est demandé par le propriétaire. Après l'établissement contradictoire de l'état des lieux de sortie, ce dépôt est restitué, déduction faite du coût de remise en état des lieux si des dégradations étaient constatées. En cas de départ anticipé (antérieur aux heures mentionnées sur la fiche descriptive) empêchant l'établissement de l'état des lieux le jour même du départ du Client, le dépôt de garantie est renvoyé par le propriétaire dans un délai n'excédant pas une semaine.

Le paiement des charges : En fin de séjour, le Client doit acquitter auprès du propriétaire, les charges non incluses dans le prix. Leur montant s'établit sur la base de calcul mentionnée dans la fiche descriptive et un justificatif est remis par le propriétaire.

Les assurances : Le Client est responsable de tous les dommages survenant de son fait. Il est tenu d'être assuré par un contrat d'assurance type villégiature pour ces différents risques

ANNEXE 1

Article 68

du décret n°72-678 du 20 juillet 1972, modifié par décret n°2005-1315 du 21 octobre 2005 – art. 43 (JORF 23.10.2005 en vigueur le 01.01.2006)

Les versements accompagnant une réservation de location saisonnière au sens de l'article 1er (1) de la loi du 2 janvier 1970 susvisée ne peuvent intervenir plus de six mois avant la remise des clés ni excéder 25 % du montant total du loyer. Le solde ne peut être exigé qu'un mois, au plus tôt, avant l'entrée dans les lieux.

Avis de ces versements est donné au propriétaire ou au bailleur dans les conditions stipulées au mandat.

ANNEXE 2

Reproduction des articles 95 à 103 du titre VI du décret n°94-490 du 15 juin 1994 pris en application de l'article 31 de la loi n°92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

Article 95

Sous réserve des exclusions prévues au deuxième alinéa (a et b) de l'article 14 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, toute offre et toute vente de prestations de voyages ou de séjours donnent lieu à la remise de documents appropriés qui répondent aux règles définies par le présent titre. En cas de vente de titres de transport aérien ou de titres de transport sur ligne régulière non accompagnée de prestations liées à ces transports, le vendeur délivre à l'acheteur un ou plusieurs billets de passage pour la totalité du voyage émis par le transporteur ou sous sa responsabilité. Dans le cas de transport à la demande, le nom et l'adresse du transporteur, pour le compte duquel les billets sont émis, doivent être mentionnés. La facturation séparée des divers éléments d'un même forfait touristique ne soustrait pas le vendeur aux obligations qui lui sont faites par le présent titre.

Article 96

Préalablement à la conclusion du contrat et sur la base d'un support écrit, portant sa raison sociale, son adresse et l'indication de son autorisation administrative d'exercice, le vendeur doit communiquer au consommateur les informations sur les prix, les dates et les autres éléments constitutifs des prestations fournies à l'occasion du voyage ou du séjour tels que :

- 1° La destination, les moyens, les caractéristiques et les catégories de transports utilisés ;
- 2° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son homologation et son classement touristique correspondant à la réglementation ou aux usages du pays d'accueil ;
- 3° Les repas fournis ;
- 4° La description de l'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;
- 5° Les formalités administratives et sanitaires à accomplir en cas, notamment, de franchissement des frontières ainsi que leurs délais d'accomplissement ;
- 6° Les visites, excursions et les autres services inclus dans le forfait ou éventuellement disponibles moyennant un supplément de prix ;
- 7° La taille minimale ou maximale du groupe permettant la réalisation du voyage ou du séjour ainsi que, si la réalisation du voyage ou du séjour est subordonnée à un nombre minimal de participants, la date limite d'information du consommateur en cas d'annulation du voyage ou du séjour; cette date ne peut être fixée à moins de vingt et un jours avant le départ ;
- 8° Le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte à la conclusion du contrat ainsi que le calendrier de paiement du solde ;
- 9° Les modalités de révision des prix telles que prévues par le contrat en application de l'article 100 du présent décret ;
- 10° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;
- 11° Les conditions d'annulation définies aux articles 101, 102 et 103 ci-après ;
- 12° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties souscrites au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle des agences de voyages et de la responsabilité civile des associations et organismes sans but lucratif et des organismes locaux de tourisme ;
- 13° L'information concernant la souscription facultative d'un contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation ou d'un contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie.

Article 97

L'information préalable faite au consommateur engage le vendeur, à moins que dans celle-ci le vendeur ne se soit réservé expressément le droit d'en modifier certains éléments. Le vendeur doit, dans ce cas, indiquer clairement dans quelle mesure cette modification peut intervenir et sur quels éléments. En tout état de cause, les modifications apportées à l'information préalable doivent être communiquées par écrit au consommateur avant la conclusion du contrat.

Article 98

Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit être écrit, établi en double exemplaire dont l'un est remis à l'acheteur, et signé par les deux parties. Il doit comporter les clauses suivantes :

- 1° Le nom et l'adresse du vendeur, de son garant et de son assureur ainsi que le nom et l'adresse de l'organisateur ;
- 2° La destination ou les destinations du voyage et, en cas de séjour fractionné, les différentes périodes et leurs dates ;
- 3° Les moyens, les caractéristiques et les catégories des transports utilisés, les dates, heures et lieux de départ et de retour ;
- 4° Le mode d'hébergement, sa situation, son niveau de confort et ses principales caractéristiques, son classement touristique en vertu des réglementations ou des usages du pays d'accueil;
- 5° Le nombre de repas fournis ;
- 6° L'itinéraire lorsqu'il s'agit d'un circuit ;
- 7° Les visites, les excursions ou autres services inclus dans le prix total du voyage ou du séjour ;

8° Le prix total des prestations facturées ainsi que l'indication de toute révision éventuelle de cette facturation en vertu des dispositions de l'article 100 ci-après ;

9° L'indication, s'il y a lieu, des redevances ou taxes afférentes à certains services telles que taxes d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement dans les ports et aéroports, taxes de séjour lorsqu'elles ne sont pas incluses dans le prix de la ou des prestations fournies ;

10° Le calendrier et les modalités de paiement du prix ; en tout état de cause, le dernier versement effectué par l'acheteur ne peut être inférieur à 30% du prix du voyage ou du séjour et doit être effectué lors de la remise des documents permettant de réaliser le voyage ou le séjour ;

11° Les conditions particulières demandées par l'acheteur et acceptées par le vendeur ;

12° Les modalités selon lesquelles l'acheteur peut saisir le vendeur d'une réclamation pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat, réclamation qui doit être adressée dans les meilleurs délais, par lettre recommandée avec accusé de réception au vendeur, et signalée par écrit, éventuellement, à l'organisateur du voyage et au prestataire de services concernés ;

13° La date limite d'information de l'acheteur en cas d'annulation du voyage ou du séjour par le vendeur dans le cas où la réalisation du voyage ou du séjour est liée à un nombre minimal de participants, conformément aux dispositions du 7° de l'article 96 ci-dessus ;

14° Les conditions d'annulation de nature contractuelle ;

15° Les conditions d'annulation prévues aux articles 101, 102 et 103 ci-dessous ;

16° Les précisions concernant les risques couverts et le montant des garanties au titre du contrat d'assurance couvrant les conséquences de la responsabilité civile professionnelle du vendeur ;

17° Les indications concernant le contrat d'assurance couvrant les conséquences de certains cas d'annulation souscrit par l'acheteur (numéro de police et nom de l'assureur), ainsi que celles concernant le contrat d'assistance couvrant certains risques particuliers, notamment les frais de rapatriement en cas d'accident ou de maladie; dans ce cas, le vendeur doit remettre à l'acheteur un document précisant au minimum les risques couverts et les risques exclus ; 18° La date limite d'information du vendeur en cas de cession du contrat par l'acheteur ;

19° L'engagement de fournir, par écrit, à l'acheteur, au moins dix jours avant la date prévue pour son départ, les informations suivantes :

a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la représentation locale du vendeur ou, à défaut, les noms, adresses et numéros de téléphone des organismes locaux susceptibles d'aider le consommateur en cas de difficulté, ou, à défaut, le numéro d'appel permettant d'établir de toute urgence un contact avec le vendeur ;

b) Pour les voyages et séjours de mineurs à l'étranger, un numéro de téléphone et une adresse permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou le responsable sur place de son séjour.

Article 99

L'acheteur peut céder son contrat à un cessionnaire qui remplit les mêmes conditions que lui pour effectuer le voyage ou le séjour, tant que ce contrat n'a produit aucun effet. Sauf stipulation plus favorable au cédant, celui-ci est tenu d'informer le vendeur de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard sept jours avant le début du voyage. Lorsqu'il s'agit d'une croisière, ce délai est porté à quinze jours. Cette cession n'est soumise, en aucun cas, à une autorisation préalable du vendeur.

Article 100

Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, il doit mentionner les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, et notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, le cours de la ou des devises retenu comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Article 101

Lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve contraint d'apporter une modification à l'un des éléments essentiels du contrat tel qu'une hausse significative du prix, l'acheteur peut, sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis, et après en avoir été informé par le vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception :

- soit résilier son contrat et obtenir sans pénalité le remboursement immédiat des sommes versées ;

- soit accepter la modification ou le voyage de substitution proposé par le vendeur; un avenant au contrat précisant les modifications apportées est alors signé par les parties; toute diminution de prix vient en déduction des sommes restant éventuellement dues par l'acheteur et, si le paiement déjà effectué par ce dernier excède le prix de la prestation modifiée, le trop-perçu doit lui être restitué avant la date de son départ.

Article 102

Dans le cas prévu à l'article 21 de la loi du 13 juillet 1992 susvisée, lorsque, avant le départ de l'acheteur, le vendeur annule le voyage ou le séjour, il doit informer l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception; l'acheteur, sans préjuger des recours en réparation des dommages éventuellement subis, obtient auprès du vendeur le remboursement immédiat et sans pénalité des sommes versées; l'acheteur reçoit, dans ce cas, une indemnité au moins égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation était intervenue de son fait à cette date.

Les dispositions du présent article ne font en aucun cas obstacle à la conclusion d'un accord amiable ayant pour objet l'acceptation, par l'acheteur, d'un voyage ou séjour de substitution proposé par le vendeur.

Article 103

Lorsque, après le départ de l'acheteur, le vendeur se trouve dans l'impossibilité de fournir une part prépondérante des services prévus au contrat représentant un pourcentage non négligeable du prix honoré par l'acheteur, le vendeur doit immédiatement prendre les dispositions suivantes sans préjuger des recours en réparation pour dommages éventuellement subis :

- soit proposer des prestations en remplacement des prestations prévues en supportant éventuellement tout supplément de prix et, si les prestations acceptées par l'acheteur sont de qualité inférieure, le vendeur doit lui rembourser, dès son retour, la différence de prix ;
- soit, s'il ne peut proposer aucune prestation de remplacement ou si celles-ci sont refusées par l'acheteur pour des motifs valables, fournir à l'acheteur, sans supplément de prix, des titres de transport pour assurer son retour dans des conditions pouvant être jugées équivalentes vers le lieu de départ ou vers un autre lieu accepté par les deux parties.



Online booking of a stay in a Gîtes de France® accommodation Sales conditions

Conditions are applicable to all bookings

The parties of the contract

“You” or “the Client” or “the Buyer” designates all users of the present website, who reserves, orders, and/or buys a Product or Service proposed. You may only use this Website if You are of age and capacitated to sign contracts that engage your responsibility. You will be financially responsible for all use of the Website.

The Services sold on the present Website are reserved for private individuals. Groups and professionals must contact the Vendor directly.

“We” or “the Vendor” designates the central booking agency:

Registered company name : SCIC SA sudfrance .fr

Anonymous cooperative with variable capital

Domiciled at 78 ter rue Barbacane – 1100 CARCASSONNE (France)



offering accommodation for rent in the name of its principals, and committing to respect the following professional regulations: Article 68 of the decree of 1972 ([ANNEX 1, page 5](#)) modified for the rent of guesthouses without packages, Articles 95 to 103 of the decree of 1993 ([ANNEX 2, page 6](#)) for travel and tourism packages.

Object of the contract

_____ : The object of the present contract is to insure the remote electronic booking of a stay in accommodation approved by Gîtes de France®, labelled by the *Relais Départemental des Gîtes de France de l'Aude*. In no case will our responsibility be engaged in the case of the use of these contracts by third parties or for purposes other than tourism.

Taking an option online: The present Website enables You to take an option for the booking of a stay in a Gîtes de France® whose period of validity is mentioned on the contract proposal emitted by the Vendor. Subject to the dispositions of the present sales conditions, when You take your option You may pay all or part of the price of the stay online by indicating your banking information. Nonetheless, the “taking an option” module does not allow for the conclusion of the contract online. On reception of your option, We will send you a booking contract that You must return signed, accompanied if necessary by your payment. **Important: before the date specified when You take your option and figuring upon the contract, we must have received your signed contract as well as your payment so that your booking is made definitive.** Failing this, your booking will be deemed non-confirmed and the Vendor will put the stay back on sale.

On-line booking: After having made a selection and having “clicked” upon the “booking” button, the Client will see a window that recapitulates the elements of the booking and that proposes a cancellation insurance. A second window then recapitulates all the specific elements figuring upon the contract that the Client must confirm. The Client is then invited to complete a page of personal data that are validated by the “validate” button. A new window appears, proposing the on-line payment.

The automatic recording systems put in place by the Vendor are considered to have the value of proof of the conclusion of the present booking contract.

The Client will receive a confirmation of the order by electronic mail. This confirmation recapitulates the essential characteristics of the booking, its price and its means of payment. The contents of these booking confirmations is archived in our care. They are considered to have value of proof of the Client’s consent with the current contract and its date.

The means of payment of the price of the Service

On-line payment by means of a bank card enables You to reserve your stay on-line and immediately in a definite manner. If the interval between the date of the booking and the date of the beginning of the stay is inferior to seven days, this is not sufficient for making a payment by cheque or by money order. Consequently, below seven full days, only payment by means of a bank card will be proposed to You.

For taking an option, payment may be made by any means: cheque, money order, transfer, bank card...

Non-transference of the contract: Unless the present sales conditions are applied, the present contract is concluded *intuitu personae* and cannot be transferred.

Capacity of accommodation: The contract is established for a specific capacity of persons. If the number of holidaymakers surpasses the accommodation capacity, the Service provider may refuse the supplementary Clients. All modification or breaching of the contract will be deemed to be on the Client's initiative.

Domestic animals: The contract specifies whether or not the Client may stay in the company of a domestic animal. In the case of the non-respect of this clause by the Client, the Service provider can refuse the stay. In this case, no reimbursement will be carried out.

Cancellation by the Client: Any cancellation must be notified to the booking service by registered letter.

a/ You dispose of a cancellation insurance: refer to the attached insurance form.

b/ You do not dispose of a cancellation insurance: for all cancellations made by the Client, the sum reimbursed to him/her by the booking service, except the file expenses (if these were charged during the booking) will be as follows:

cancellation more than thirty days before the beginning of the stay: ten percent of the cost of the stay will be retained;

cancellation between thirty and twenty-one days inclusive before the beginning of the stay: twenty-five percent of the cost of the stay will be retained;

cancellation between twenty and eight days inclusive before the beginning of the stay: fifty percent of the cost of the stay will be retained;

cancellation between seven and two days inclusive before the beginning of the stay: seventy-five percent of the cost of the stay will be retained;

cancellation less than two days before the beginning of the stay: ninety percent of the cost of the stay will be retained.

Should the Client not present him/herself, no reimbursement will be effectuated.

Interruption of the stay: In the case of the interruption of the stay by the Client, no reimbursement will be made unless the reason of the interruption is covered by the cancellation insurance that the Client may dispose of.

Cancellation by the Vendor: When the booking service cancels the stay before the date forecast for the beginning of the stay, it must inform the Buyer by registered letter with acknowledgement of receipt. The Buyer will be reimbursed immediately and without penalty on the amounts paid. He/she will furthermore receive a compensation that is at least equal to the penalty he/she would have received if the cancellation had been made at this date by him/her. These dispositions do not apply when an agreement is reached whose object is the Buyer's acceptance of a substitution stay proposed by the Vendor.

Modification of a substantial element: If before the forecast date of the beginning of the stay, the booking service is obliged to effectuate a modification to one of the essential elements of the contract, the Buyer can, after having been informed of this by the Vendor by means of a recommended letter with acknowledgement of receipt:

either terminate the contract and obtain the immediate reimbursement of the monies paid without penalty;

or accept the modification or the substitution of the location of the stay proposed by the Vendor: the parties then sign a codicil to the contract, specifying the modifications. Any reduction of the price is made as a deduction of the remaining sums eventually owed by the Buyer, and if the payment already made by the latter surpasses the price of the modified Service, the surplus amount will be restored to the Client before the beginning of his/her stay.

During the stay the Vendor is unable to provide the Services stipulated in the contract:

When, during the course of the stay, the Vendor is unable to provide a substantial part of the Services stipulated by the contract, representing a substantial percentage of the price paid by the Buyer, the booking service will propose a stay in substitution of the forecast stay, eventually covering the entire price supplement. If the stay accepted by the Buyer is of inferior quality, the booking service will reimburse the price difference before the end of the stay. If the Vendor cannot propose a replacement stay or if this stay is refused by the Buyer for valid reasons, the former will pay the latter compensation calculated upon the same bases as for a cancellation by the Vendor.

The Responsibility of the Client: It behoves You to verify that the information that You provide during your inscription, or at any other time, is exact and complete. It is under your responsibility to ensure that the coordinates that You communicate during your booking are correct and that they will enable You to receive the confirmation of your booking. If You were not to receive this confirmation, it behoves You to contact the Vendor. For the correct assessment of your file You must immediately inform the Vendor of any modification made to the information provided during your inscription.

The responsibility of the Vendor: The Vendor offering Services to a Client is the only interlocutor of this Client and is answerable to him for the execution of the obligations derived from the present sales conditions. The Vendor cannot be held responsible for fortuitous cases, cases of *force majeure* or those caused by persons alien to the organisation and to the progress of the stay.

The use of the French language and the primacy of French: In agreement with the 94-664 Act of 4th August 1994, the offers presented upon the present Website aimed at French Clients are drafted in the French language. Commercial translations in foreign languages of all or part of the sections figuring upon the present Website can however be available. The parties agree that the version in the French language has primacy over all the commercial translations drafted in another language.

Use of the Website: The present Website proposes the booking of stays in accommodation certified by Gîtes de France[®], labelled by the *Relais Departmental des Gîtes de France de l'Aude*, in the name of the *Fédération Nationale des Gîtes de France et du Tourisme Vert*[®]. The Website's purpose is to assist You in the search for Products and Services related to travel, and to effectuate the appropriate bookings or all other transactions. Fraudulent use, or use that contravenes the present Sales Conditions, can entail the refusal, at any moment, by "name of the central agency" of access to the Services proposed upon this Website.

Intellectual property:

Our commitment: The editing of information on-line is subject to the same legal regulations as traditional editing. The contents of the present Website are therefore controlled by various texts that give the internet reader certain rights and duties. The vendor and editor of the present Website commits to respecting the valid editorial regulations and to do all to ensure the validity of the information brought to public knowledge. He/she authorises the reader to print all or part of the contents proposed upon the Website for strictly personal use.

The Client's commitment: The Client commits to respecting the intellectual property regulations of the various contents proposed on the Website, which implies that he/she commits not to reproduce, summarise, modify, alter or diffuse, without specific prior authorisation from the owner of the Website, any article, title, application, software, logo, brand, information or illustration for a use other than a strictly personal use, which excludes all reproduction for professional, lucrative, or mass diffusion purposes. He/she commits not to copy all or part of the Website onto another support. The non-respect of these imperative commitments engages the civil and penal responsibility of the offender.

Protection of personal information: In agreement with the *Loi Informatique et Libertés* (Computers and Liberty Act) of 6th January 1978, You dispose at all times of a right of access, rectification and suppression of personal information pertaining to You. If You wish to exercise this right, You must either write to us or make the request via "email". The data recorded on the forms available on the present Website remain confidential to the Vendor.

Territorial nature of the applicable legislation and of the jurisdictional competences: The parties agree that French law governs the present contract, including everything concerning the definition of jurisdictional competences.

Proof: It is specifically agreed that, apart from manifest error committed by the Vendor, the data contained in the information system of the Vendor and/or their Partners have the force of proof with regards to the orders made. The data on computer or electronic media conserved by the Vendor constitute proof and, if they are produced as a means of proof by the Vendor in any legal procedure, they will be receivable, valid and may be used as evidence by the parties in the same manner, in the same conditions and with the same force of proof as any document that is established, received and conserved in writing.

Expressing complaints – Resolving disputes – Dishonest Clients: All complaints concerning the electronic booking procedure may be addressed to the central booking agency. All complaints concerning the inventory and statement of state of repair and the state of the description of the accommodation must be submitted to the booking service within three days of having entered the accommodation. All other complaints must be addressed in writing with no delay. In the case of a persisting disagreement, disputes may be submitted to the quality control service of the *Fédération Nationale des Gîtes de France et du Tourisme Vert*[®], who will strive to reach an informal agreement. When the booking service, in its quality as a proxy, is called upon in the owner's name to pay off the Client, the latter subrogates it in the rights and actions that it has with the owner. The Vendor reserves the right to cancel or to refuse all order from a Client with whom there exists a dispute concerning the payment of a prior debt.

Specific conditions applying to the booking of a stay in a rural guesthouse

The conditions appearing in the present chapter complement the conditions that apply to all bookings.

The payments dates of the price of the stay:

In in agreement with Article 68 of the decree 72-678 of 20th July 1972 modified, the bookings of seasonal renting made by an intermediary cannot be the object of any payment more than six months before the entry into the accommodation. Consequently, the bookings of a stay in a rural guesthouse effectuated more than six months before the entry into the accommodation will not give rise to any payment before the expiry of this period. At the end of this period You will be invited to settle your account.

For bookings made between six months and thirty days before the beginning of the stay, the payment of a deposit of twenty-five percent of the price of the stay will be required when concluding the contract. The balance will be due thirty days before the beginning of the stay: at this moment, You will be invited by mail to pay off this sum.

For bookings made less than thirty days before the beginning of the stay, the total price of the stay will be demanded when concluding the contract.

Prices: Prices are indicated in each description and correspond to the global cost of the rent of the guesthouse. It is a weekly (from four o'clock on Saturday afternoon to ten o'clock Saturday morning) or weekend rate.

Revocation period: The reservations being realized for definite date, the customer does not benefit from the right(law) of retraction in application of the article L121-20 of the Code of the Consumption, according to the article L121-20-4 of the same code.

The arrivat The Client must arrive on the specified day and at the times mentioned in the present contract or on the acknowledgement of receipt. In the case of a late or delayed arrival or of a last-minute unforeseen difficulty, the Client mst notify the service provider (or owner) whose address and telephone number appears on the exchange voucher or on the description file.

Inventory and statement of the state of repair: An inventory is jointly established and signed by the Client and the owner or his/her representative on arrival and on departure from the guesthouse. This inventory constitutes the only reference in the case of a dispute concerning the inventory and statement of the state of repair. The Client is held to make use of the rented asset with due diligence. The state of cleanliness of the guesthouse on the Client's arrival must be recorded in the inventory and statement of the state of repair. The cleaning of the premises is at the holidaymaker's charge during the rent period and before his/her departure. The sum of the eventual cleaning costs is established on the base of the calculation mentioned in the descriptive file.

The guarantee deposit: when the Client arrives upon the location of the stay the owner requests a guarantee deposit, whose amount is indicated on the descriptive file. After the contradictory establishing of the inventory and statement of the state of repair on departure, this deposit is restored, after the deduction of the cost of restoring the state of the premises if degradations are observed. In the case of an anticipated departure, (that is, prior to the times mentioned in the descriptive file) that would prevent the drawing-up of the inventory and statement of the state of repair on the day of the Client's departure, the guarantee deposit is returned by the owner in a period not exceeding one week.

The payment of expenses: At the end of the stay, the Client must settle the expenses that are not included in the price with the owner. Their sum is established on the base of the calculation mentioned in the descriptive file and the owner presents a receipt.

Insurances: The Client is responsible for all damages occurring by his/her hand. He/she must be insured by a holiday insurance contract for these various risks.

ANNEX 1

Article 68

of decree number 72-678 of 20th July 1972, modified by decree number 2005-1315 of 21st October – Art. 43 (JORF 23.10.2005 in vigour on 01.01.2006)

The payments accompanying the booking of a seasonal rent as stipulated in the 1st Article (1) of the aforementioned Act of 2nd January 1970 cannot intervene more than six months before the handing over of the keys nor can they exceed twenty-five percent of the total cost of the rent. The balance may only be demanded one month at most before the entry into the premises.

Notification of these payments is given to the owner or lessor in the conditions stipulated in the contract.

ANNEX 2

Reproduction of Articles 95 to 103 of Title VI of decree number 94-490 of 15th June 1994 taken in application of Article 31 of Act number 92-645 of 13th July 1992 establishing the conditions of the exercise of activities relative to the organisation and the sale of travels or stays.

Article 95

Subject to the exclusions established in the second paragraph (a and b) of Article 14 of the aforementioned Act of 13th July 1992, all offers and all sales of travel or stay services give rise to the presentation of appropriate documents that respond to the regulations defined by the present title. In the case of the sale of air travel tickets or of travel tickets for regular lines that are not accompanied by services linked to these travels, the vendor will deliver to the buyer one or more tickets of passage for the entire journey emitted by the transporter or under its responsibility. In the case of transport by request, the name and the address of the transporter, on whose account the tickets are emitted, must be mentioned. The separate billing of the various elements of a same tourism package does not make the vendor exempt of the obligations that are put upon him by the present title.

Article 96

Prior to the conclusion of the contract and on the basis of a written medium bearing his company name, his address and the indication of his administrative authorisation to exercise, the vendor must communicate to the consumer the information concerning the price, the dates and other elements constituting the services provided during the travel or the stay, such as:

- 1° The destination, the means, the characteristics and the categories of the transports used;
- 2° The form of accommodation, its location, its level of comfort and its principal characteristics, its homologation and its touristic classification corresponding to the regulations or practices of the host country;
- 3° The meals supplied;
- 4° The description of the itinerary in the case of a tour;
- 5° The administrative and sanitary formalities to be accomplished, notably in the case of the crossing of borders as well as their periods of accomplishment;
- 6° The visits, excursions and other services included in the package or eventually available by means of a supplemental fee;
- 7° The minimum or maximum size of the group enabling the effectuation of the journey or stay as well as, if the effectuation of the journey or stay is subject to a minimum amount of participants, the limit date for informing the consumer in the case of the cancellation of the journey or of the stay; this date cannot be less than twenty-one days before the departure;
- 8° The amount or the percentage of the price to be paid as a deposit at the conclusion of the contract as well as the payment schedule of the balance;
- 9° The terms of the revision of prices as stated in the contract in application of Article 100 of the present decree;
- 10° The terms of cancellation of a contractual nature;
- 11° The terms of cancellation defined in Articles 101, 102 and 103 as follows;
- 12° The specifications concerning the risks covered and the amount of the guarantees subscribed to the title of the insurance contract covering the consequences of the professional civil responsibility of the travel agencies and the civil responsibility of the non-profit associations and bodies and of the local tourist bodies;
- 13° The information concerning the facultative subscription of an insurance contract covering the consequences of certain cases of cancellation or of an insurance contract covering certain particular risks, notably the repatriation expenses in cases of accidents or illnesses.

Article 97

The prior information given to the consumer engages the vendor, unless the vendor states within it that he expressly reserves right to modify certain elements. In this case, the vendor must clearly indicate the measure in which this modification may intervene and upon which elements. In any case, the modifications made to the prior information must be communicated in writing to the consumer before the conclusion of the contract.

Article 98

The contract concluded between the vendor and the buyer must be in writing and in duplicate, one copy being presented to the buyer, and signed by both parties. It must contain the following clauses:

- 1° The name and address of the vendor, of his guarantor and of his insurer, as well as the name and address of the organiser;
- 2° The destination or destinations of the journey and, in the case of a split stay, the different periods and their dates;
- 3° The means, the characteristics and the category of the transports utilised, the dates, times and places of departure and of return;
- 4° The form of accommodation, its location, its level of comfort and its principal characteristics, its tourist classification in virtue of the regulations or customs of the host country;
- 5° The number of meals supplied;
- 6° The itinerary in the case of a tour;
- 7° The visits, excursions or other services included in the total price of the journey or stay;

8°The total price of the billed services as well as the indication of any eventual revision to the billing in virtue of the dispositions of Article 100 as follows;

9°The indication, if necessary, of the charges or taxes accruing to certain services such as landing taxes, docking taxes or boarding taxes in ports and airports, tourist taxes when they are not included in the price of the service or services supplied;

10°The schedule and the terms of payment of the price; in all cases, the last instalment effectuated by the buyer cannot be inferior to thirty percent of the price of the journey or the stay, and must be effectuated on presentation of the documents permitting the effectuation of the journey or the stay;

11°The particular conditions requested by the buyer and accepted by the vendor;

12°The terms according to which the buyer may present the vendor with a complaint for the non-execution or incorrect execution of the contract; this complaint must be addressed in the briefest delays, by registered letter with acknowledgement of receipt to the vendor, and signalled in writing, eventually, to the organiser of the journey and to the service provider concerned;

13°The limit date for informing the buyer in the case of the cancellation of the journey or of the stay by the vendor in the case in which the effectuation of the journey or stay is linked to a minimum number of participants, in conformity with paragraph seven of Article 96 as follows;

14°The conditions of cancellation of a contractual nature;

15°The conditions of cancellation foreseen in Articles 101, 102 and 103 as follows;

16°The specifications concerning the risks covered and the amount of the guarantees to the title of the insurance contract covering the consequences of the vendor's professional civil responsibility;

17°The indications concerning the insurance contract covering the consequences of certain cases of cancellation subscribed by the buyer (policy number and name of the insurer), as well as those concerning the assistance contract covering certain particular risks, notably the repatriation expenses in the case of accidents or illnesses; in this case, the vendor must present the buyer with a document specifying at least the risks covered and the risks excluded;

18°The limit date for informing the vendor in the case of transfer of the contract by the buyer;

19°The commitment to supply the following information in writing to the buyer at least ten days before the forecast date of departure:

- a) The name, address and the telephone number of the local representative of the vendor or, in default, the names, addresses and telephone numbers of the local bodies that may be able to help the consumer in cases of difficulties or, in default, a contact number enabling emergency contact with the vendor;
- b) For minors journeying and staying overseas, a telephone number and an address permitting direct contact with the child or its tutor on the location of its stay.

Article 99

The buyer may transfer his contract to an assignee that fulfils the same conditions as him for the effectuation of the journey or the stay, as long as this contract has not produced any effect. Unless there are stipulations that are more favourable to the assignor, he is held to inform the vendor of his decision by registered letter with acknowledgement of receipt at most seven days before the beginning of the journey. In the case of a cruise, this period is extended to fifteen days. This transfer is in no case subject to the vendor's prior authorisation.

Article 100

When the contract contains the express possibility of a price revision, within the limits stipulated in Article 19 of the aforementioned Act of 13th July 1992, it must mention the precise terms of calculation, both upwards and downwards, of the price variations, and notably of the sum of transport costs and taxes accruing to it, the currency or currencies that may have an influence on the price of the journey or stay, the portion of the price to which the variation applies, the exchange rate of the currency or currencies retained as a reference when establishing the price mentioned on the contract.

Article 101

When, before the buyer's departure, the vendor is obliged to make a modification to one of the essential elements of the contract, such as a significant increase of the price, the buyer can, without prejudging the recourse for reparation for the damages eventually suffered, and after having been informed by the vendor by means of a registered letter with acknowledgement of reception:

- either terminate the contract and, without penalty, obtain the immediate reimbursement of the sums paid;
- or accept the modification or substitution journey proposed by the vendor; a codicil to the contract specifying the modifications made is then signed by the parties; all reduction of the price is a deduction from the sums still eventually owed by the buyer and, if the payment that has already been made by him exceeds the price of the modified service, the surplus must be restored before the date of departure.

Article 102

In the case foreseen in Article 21 of the aforementioned Act of 13th July 1992, when, before the buyer's departure, the vendor cancels the journey or stay, he must inform the buyer by registered letter with acknowledgement of receipt; the buyer, without prejudging the recourses in reparation of the eventual damages suffered, obtains from the vendor the immediate reimbursement of the sums paid without penalties; in this case the buyer receives compensation that is at least equal to the penalty that he would have undergone if the cancellation had been caused by him at this date.

In no case do the dispositions of the present Article hinder the conclusion of an informal agreement whose object is the buyer's acceptance of a substitution journey or stay proposed by the vendor.

Article 103

When, after the buyer's departure, the vendor is unable to provide a substantial part of the services foreseen in the contract that represent a substantial percentage of the price paid by the buyer, the vendor must immediately take the following dispositions without prejudging the recourses in reparation for eventual damages suffered:

- Either proposing services in substitution of the services foreseen, eventually supporting any supplementary cost and, if the services accepted by the buyer are of an inferior quality, the vendor must reimburse the price difference upon his return;
- or, if he cannot propose any substitution services or that these are refused by the buyer for valid reasons, he must supply the buyer, at no extra cost, transport tickets to ensure his return in conditions deemed to be equivalent.



Online-Buchung eines Aufenthalts bei Gîtes de France® Geschäftsbedingungen

Für alle Buchungen geltende Bestimmungen

Die Vertragsparteien:

„Sie“ oder „der Kunde“ oder „der Käufer“ bezeichnet jeden Nutzer dieser Website, der eines der hier angebotenen Produkte/ eine der hier genannten Dienstleistungen bucht, bestellt und/oder kauft. Sie dürfen diese Website nur verwenden, wenn Sie volljährig und geschäftsfähig sind, d.h. Verträge abschließen können, die Sie haftbar machen. Sie sind für jede Nutzung der Website durch Sie finanziell verantwortlich. Die auf dieser Seite angebotenen Leistungen sind für Individualreisende gedacht. Gruppen und professionelle Nutzer müssen sich direkt an den Verkäufer wenden.

„Wir“ oder „der Verkäufer“ bezeichnet die Buchungszentrale:

Firmenbezeichnung: SCIC SA sudfrance.fr
Anonyme Genossenschaft im veränderlichen Kapital
Sitz in 78ter, rue Barbacane – 11000 CARCASSONNE



Sie bietet im Namen ihrer Auftraggeber Unterkünfte zur Miete an und verpflichtet sich, folgende Berufsregeln einzuhalten: Artikel 68 des Dekrets aus 1972 ([ANHANG 1, Seite 5](#)) in der abgeänderten Fassung für die Vermietung von Ferienunterkünften ausgenommen Pauschalangebote, sowie Artikel 95 bis 103 des Dekrets aus 1993 ([ANHANG 2, Seiten 6ff.](#)) für Reisen und touristische Pauschalangebote.

Vertragsgegenstand: Dieser Vertrag hat die Gewährleistung elektronischer Buchungen eines Aufenthalts in einer von Gîtes de France® zugelassenen, durch die Departement-Außenstelle Gîtes de France de l'Aude klassifizierten Unterkunft. Wir übernehmen keinesfalls irgendeine Verantwortung bei Nutzung dieser Verträge durch Dritte oder zu anderen als touristischen Zwecken.

Online-Optionsbuchung: Diese Website ermöglicht Ihnen die Optionsbuchung eines Aufenthalts bei Gîtes de France®; wie lange die Option aufrecht bleibt, steht in dem vom Verkäufer übermittelten Angebot. Vorbehaltlich der Bestimmungen dieser Geschäftsbedingungen können Sie bei Ihrer Optionsbuchung den Aufenthaltspreis zur Gänze oder zum Teil online bezahlen, indem Sie Ihre Bankverbindung angeben. Das Modul „Optionsbuchung“ ermöglicht jedoch keinen Online-Vertragsabschluss. Nach Empfang Ihrer Optionsbuchung übermitteln wir Ihnen einen Vertrag, den Sie unterschrieben retournieren müssen, gegebenenfalls gleichzeitig mit der Bezahlung. **Achtung: Wir müssen vor dem bei Ihrer Optionsbuchung angegebenen und im Vertrag aufscheinenden Datum den von Ihnen unterschriebenen Vertrag sowie Ihre Zahlung erhalten haben, damit Ihre Buchung definitiv wird.** Anderenfalls gilt Ihre Buchung als nicht bestätigt und der Verkäufer kann über den betreffenden Aufenthalt anderweitig verfügen.

Online-Buchung: Nach getroffener Wahl und Anklicken des Buttons „Buchen“ erscheint eine Bildschirmseite, welche die Einzelheiten der Buchung zusammenfasst und eine Reiserücktrittsversicherung anbietet. Eine weitere Bildschirmseite stellt dann die spezifischen Einzelheiten des Vertrages zusammen, die der Kunde bestätigen muss. Anschließend wird der Kunde aufgefordert, seine persönlichen Daten einzutragen, die er mit dem Button „Bestätigen“ bestätigt. Eine neue Bildschirmseite erscheint und schlägt Online-Zahlung vor.

Die vom Verkäufer eingerichteten automatischen Registrierungssysteme gelten als Nachweis des Abschlusses des jeweiligen Vertrages.

Der Kunde erhält per E-Mail eine Bestellbestätigung. Diese Bestätigung stellt die wesentlichen Merkmale der Buchung, ihren Preis und die Zahlungsbedingungen zusammen. Der Inhalt dieser Buchungsbestätigungen wird durch uns archiviert. Sie gelten als Nachweis der Zustimmung des Kunden zu diesem Vertrag und seines Datums.

Zahlungsmittel für den Preis der Leistung:

Online-Zahlung mit EC-Karte gestattet die sofortige und fixe Online-Buchung Ihres Aufenthalts. Ist die Zeitspanne zwischen dem Buchungsdatum und dem Datum des Aufenthaltsbeginns kürzer als sieben Tage, genügt dies nicht für die Abwicklung der Zahlung per Scheck oder Anweisung. Daher wird Ihnen bei weniger als sieben Kalendertagen nur die Zahlung per EC-Karte vorgeschlagen.

Bei Optionsbuchungen kann die Zahlung mit jedem beliebigen Zahlungsmittel erfolgen: Scheck, Anweisung, Banküberweisung, EC-Karte usw.

Abtretungsverbot: Vorbehaltlich dieser Geschäftsbedingungen wird dieser Vertrag höchstpersönlich geschlossen und darf nicht abgetreten werden.

Aufnahmekapazität: Der Vertrag wird für eine festgelegte Anzahl von Personen errichtet. Übersteigt die Anzahl der Gäste die Aufnahmekapazität, kann der Leistungsträger die überzähligen Kunden abweisen. Jede Abweichung vom Vertrag ist dem Kunden zuzurechnen.

Haustiere: Im Vertrag steht, ob der Kunde seinen Aufenthalt in Begleitung eines Haustieres antreten darf oder nicht. Bei Nichtbefolgen dieser Bestimmung durch den Kunden kann der Leistungsträger den Aufenthalt verweigern. In diesem Fall erfolgt keinerlei Rückerstattung.

Rücktritt seitens des Kunden: Jeder Rücktritt muss der Buchungsstelle mit Einschreibebrief bekannt gegeben werden.

a/ Sie genießen den Schutz einer Reiserücktrittsversicherung: siehe beiliegenden Versicherungsschein.

b/ Sie haben keine Reiserücktrittsversicherung abgeschlossen: Bei Rücktritt seitens des Kunden wird die diesem von der Buchungsstelle rückerstattete Summe, ausgenommen Bearbeitungsgebühr (wenn diese bei der Buchung erhoben wurde), wie folgt berechnet:

Rücktritt früher als 30 Tage vor Aufenthaltsbeginn: 10 % des Aufenthaltspreises einbehalten;
Rücktritt zwischen dem 30. und dem 21. Tag (einschl.) vor Aufenthaltsbeginn: 25 % einbehalten;
Rücktritt zwischen dem 20. und dem 8. Tag (einschl.) vor Aufenthaltsbeginn: 50 % einbehalten;
Rücktritt zwischen dem 7. und dem 2. Tag (einschl.) vor Aufenthaltsbeginn: 75 % einbehalten;
Rücktritt später als 2 Tage vor Aufenthaltsbeginn: 90 % des Aufenthaltspreises einbehalten.

Bei Nichterscheinen des Kunden erfolgt keinerlei Rückerstattung.

Abbruch des Aufenthalts: Bei Abbruch des Aufenthalts durch den Kunden erfolgt keinerlei Rückerstattung, es sei denn der Grund des Abbruchs wird von der Reiserücktrittsversicherung, welche der Kunde in Anspruch nehmen kann, gedeckt.

Stornierung seitens des Verkäufers: Wenn die Buchungsstelle einen Aufenthalt vor Aufenthaltsbeginn storniert, hat sie den Käufer per Einschreibebrief mit Rückschein davon zu informieren. Dem Käufer werden dann die bezahlten Beträge unverzüglich und ohne jeden Abzug rückerstattet. Darüber hinaus erhält er einen Schadenersatz, dessen Höhe mindestens der Stornogebühr entspricht, die er zu tragen gehabt hätte, wenn er selbst den Aufenthalt zu diesem Zeitpunkt storniert hätte. Diese Bestimmungen kommen nicht zum Tragen, wenn eine einvernehmliche Lösung herbeigeführt wird, nach welcher der Käufer einen ihm vom Verkäufer angebotenen Ersatzaufenthalt akzeptiert.

Änderung eines wesentlichen Vertragsbestandteils: Sieht sich die Buchungsstelle vor dem vorgesehenen Zeitpunkt des Aufenthaltsbeginns gezwungen, eine Änderung an einem der wesentlichen Vertragsbestandteile vorzunehmen, kann der Käufer, nachdem der Verkäufer ihn per Einschreibebrief davon informiert hat:

entweder vom Vertrag zurücktreten und die unverzügliche Rückerstattung der bereits bezahlten Beträge ohne jeden Abzug verlangen;

oder die Änderung bzw. den vom Verkäufer angebotenen Ersatzaufenthalt akzeptieren; es wird dann ein Vertragszusatz, welcher die vorgenommenen Änderungen enthält, von den Parteien unterschrieben. Eine etwaige negative Preisdifferenz wird von dem vom Käufer geschuldeten Restbetrag abgezogen bzw. wird bei vollständiger Bezahlung dem Kunden die Differenz vor Aufenthaltsbeginn rückerstattet.

Verkäufer außerstande, beim Aufenthalt die vertraglich vorgesehenen Leistungen zu erbringen:

Ist der Verkäufer während eines Aufenthalts außerstande, einen maßgeblichen Teil der vertraglich vorgesehenen Leistungen zu erbringen, und stellt dieser Teil einen nicht unerheblichen Prozentsatz des vom Käufer bezahlten Preises dar, bietet ihm die Buchungsstelle einen Aufenthalt als Ersatz für den geplanten Aufenthalt an und übernimmt ggf. alle Preiszuschläge. Ist der vom Käufer akzeptierte Aufenthalt von mindermem Wert, erstattet ihm die Buchungsstelle die Preisdifferenz vor dem Ende seines Aufenthalts. Kann der Verkäufer ihm keinen Ersatzaufenthalt anbieten oder wird ein solcher vom Käufer aus wichtigem Grund abgelehnt, zahlt jener diesem einen genauso berechneten Schadenersatz wie bei Stornierung seitens des Verkäufers.

Obliegenheiten des Kunden: Es obliegt Ihnen, dafür zu sorgen, dass die von Ihnen bei Ihrer Anmeldung oder zu sonst einem Zeitpunkt gelieferten Informationen richtig und vollständig sind. Es obliegt Ihnen, sich zu vergewissern, dass die Angaben, die Sie bei Ihrer Buchung machen, richtig sind und die Zustellung Ihrer Buchungsbestätigung gestatten. Sollten Sie diese Bestätigung nicht erhalten, obliegt es Ihnen, den Verkäufer zu kontaktieren. Damit Ihre Buchung ordnungsgemäß abgewickelt werden kann, müssen Sie den Verkäufer von jeder Änderung der bei Ihrer Anmeldung gelieferten Informationen unverzüglich in Kenntnis setzen.

Obliegenheiten des Verkäufers: Der Verkäufer, der einem Kunden Leistungen anbietet, ist die einzige Ansprechperson dieses Kunden und haftet ihm gegenüber für die Erfüllung der aus diesen Geschäftsbedingungen fließenden Pflichten. Der Verkäufer haftet nicht bei unvorhersehbaren Ereignissen, Fällen höherer Gewalt oder Handlungen von an der Organisation und dem Verlauf des Aufenthalts unbeteiligten Personen.

Verwendung der französischen Sprache und Vorrang der frz. Fassung: Gemäß Gesetz 94-664 vom 4. August 1994 sind die auf dieser Website publizierten Angebote, die sich an französische Kunden richten, in französischer Sprache gehalten. Es können aber auch fremdsprachliche Übersetzungen aller oder einiger auf dieser Website aufscheinenden Rubriken geboten werden. Die Parteien kommen überein, dass die französischsprachige Fassung vor allen gebotenen Übersetzungen in eine andere Sprache den Vorrang hat.

Nutzung der Website: Diese Website ermöglicht die Buchung von Aufenthalten in von Gîtes de France® zugelassenen, durch die Departement-Außenstelle von Gîtes de France de l'Aude im Namen der Fédération Nationale des Gîtes de France und von Tourisme Vert® angebotenen Unterkünften. Die Website soll Sie bei der Suche nach Produkten und Leistungen im Zusammenhang mit einer Reise und dem Abschluss entsprechender Buchungen oder anderen Geschäften unterstützen. Eine missbräuchliche oder diesen Geschäftsbedingungen zuwiderlaufende Nutzung des Buchungsservice dieser Website kann jederzeit zu einer von der Zentrale veranlassenen Sperre des Zugriffs auf die auf dieser Website angebotenen Dienste führen.

Geistiges Eigentum:

Unsere Verpflichtung: Ins Netz gestellte Informationen unterliegen denselben gesetzlichen Regelungen wie herkömmliche Publikationen. Der Inhalt dieser Website unterliegt daher verschiedenen Bestimmungen, welche dem Internet-Nutzer verschiedene Rechte und Pflichten zuweisen. Der Verkäufer und Herausgeber dieser Website verpflichtet sich, die geltenden Publikationsregeln einzuhalten und nach Kräften für die Gewährleistung der Richtigkeit der öffentlich bekannt gemachten Informationen zu sorgen. Er gestattet dem Leser, den Inhalt der Website für strikt persönliche Zwecke ganz oder teilweise auszudrucken.

Verpflichtung des Kunden: Der Kunde seinerseits verpflichtet sich, die Bestimmungen zum Schutz geistigen Eigentums an den verschiedenen Inhalten dieser Website einzuhalten, was bedeutet, dass er sich verpflichtet, keinerlei Artikel, Titel, Anwendung, Software, Logo, Marke, Information oder Abbildung ohne die vorherige ausdrückliche Genehmigung seitens des Eigentümers der Website zu anderen als strikt privaten Zwecken zu reproduzieren, wiederzugeben, abzuändern, umzugestalten oder weiterzuverbreiten, weshalb jede Reproduktion zu kommerziellen Zwecken, zur Profiterzielung oder zur Vervielfältigung ausgeschlossen ist. Er verpflichtet sich, die Website weder zur Gänze noch teilweise auf einen anderen Datenträger zu kopieren. Die Nichteinhaltung dieser strengen Pflichten führt zu zivil- und strafrechtlichem Vorgehen gegen den Übertreter.

Schutz personenbezogener Daten: Gemäß frz. Datenschutzgesetz vom 6. Januar 1978 haben Sie in Bezug auf Sie betreffende personenbezogene Daten jederzeit das Recht auf Einsichtnahme, Richtigstellung und Veranlassen der Löschung. Wollen Sie von diesem Recht Gebrauch machen, genügt es, uns dies brieflich mitzuteilen oder per E-Mail zu verlangen. Die mittels der Webformulare erfassten Daten werden vom Verkäufer vertraulich behandelt.

Territorialität des geltenden Rechts und der Gerichtszuständigkeit: Die Parteien kommen überein, dass dieser Vertrag, einschließlich der Festlegung der Gerichtszuständigkeit, französischem Recht unterliegt.

Beweiskraft: Es wird ausdrücklich vereinbart, dass, ausgenommen offenkundige Irrtümer seitens des Verkäufers, die im EDV-System des Verkäufer und/oder seiner Partner gespeicherten Daten Beweiskraft für eingegangene Buchungen haben. Die vom Verkäufer auf elektronischen Datenträgern gespeicherten Daten gelten als Nachweis und werden, wenn sie bei einer Streitigkeit vom Verkäufer als Beweismittel vorgelegt werden, von den Parteien in der gleichen Weise, unter denselben Bedingungen und mit derselben Wirkung anerkannt wie jede erstellte, empfangene oder aufbewahrte schriftliche Urkunde

Vorbringen von Beschwerden – Schlichtung von Streitigkeiten – Problemkunden: Alle die elektronische Buchungsabwicklung betreffenden Reklamationen sind an die Buchungszentrale zu richten. Beschwerden über den Zustand der Räumlichkeiten und bezüglich der Beschreibung des Aufenthaltsorts sind innerhalb von drei Tagen ab Bezug der Unterkunft an die Buchungsstelle zu richten. Alle sonstigen Reklamationen sind ihr ehestmöglich in Schriftform vorzutragen. Bleibt die Meinungsverschiedenheit bestehen, kann die strittige Angelegenheit der Qualitätsservicestelle der Fédération Nationale des Gîtes de France und von Tourisme Vert vorgetragen werden, die sich um eine einvernehmliche Lösung bemühen wird.

Sieht sich die Buchungsstelle als Auftragnehmerin veranlasst, den Kunden im Namen des Leistungsträgers zu entschädigen, setzt dieser sie in seine Rechte und Ansprüche gegenüber dem Auftraggeber ein. Der Verkäufer behält sich das Recht vor, Bestellungen seitens eines Kunden, mit dem es eine Streitigkeit über die Begleichung einer früheren Schuld gibt, zu streichen oder abzulehnen.

Besondere Bedingungen bei Buchung eines Landhaus-Aufenthalts

Die in diesem Kapitel angeführten Bedingungen gelten ergänzend zu den für alle Buchungen geltenden Geschäftsbedingungen.

Zahlungstermine für den Aufenthaltspreis:

Gemäß Artikel 68 des Dekrets 72-678 vom 20. Juli 1972 in der geltenden Fassung dürfen für über einen Vermittler zustande gekommene Buchungen von Ferienmietwohnungen länger als sechs Monate vor dem Bezug der Unterkunft keine Zahlungen geleistet werden. Daher ist für länger als sechs Monate vor dem Bezug der Unterkunft getätigte Buchungen eines Aufenthalts in einem Landhaus vor Ablauf dieser Frist keinerlei Zahlung zu leisten. Nach Ablauf dieses Zeitraumes werden Sie per E-Mail ersucht, Ihre Anzahlung zu leisten.

Für zwischen sechs Monaten 30 Tage vor Aufenthaltsbeginn getätigte Buchungen wird die Leistung einer Anzahlung von 25% des Aufenthaltspreises bei Vertragsabschluss verlangt. Der Restbetrag ist 30 Tage vor Aufenthaltsbeginn fällig: Zu diesem Fälligkeitstermin werden Sie per E-Mail ersucht, diesen Betrag zu bezahlen. Bei weniger als 30 Tage vor Aufenthaltsbeginn getätigten Buchungen wird der gesamte Aufenthaltspreis bei Vertragsabschluss verlangt

Preise: Die Preise sind in jeder Beschreibung angegeben und entsprechen den Gesamtkosten der Miete der Unterkunft. Es handelt sich um einen Preis pro Woche (von Samstag, 16 Uhr, bis Samstag, 10 Uhr morgens) oder für ein Wochenende.

Rücktrittsfrist: Wenn die Reservierungen, für einen bestimmten Zeitpunkt(Datum) realisiert sind, profitiert der Kunde vom Recht von Zurücknahme in Anwendung des Artikels L121-20 des Codes des Verbrauches, dem Artikel L121-20-4 desselben Codes entsprechend nicht.

Ankunft: Der Kunde hat sich an dem Tag und zu der Tageszeit einzufinden, wie sie im jeweiligen Vertrag oder in der Empfangsbestätigung aufscheinen. Bei verspäteter oder verschobener Ankunft bzw. bei kurzfristiger Verhinderung hat der Kunde den Leistungsträger (oder Eigentümer) zu informieren; Adresse und Telefonnummer desselben stehen auf dem Voucher oder dem Beschreibungsblatt.

Zustand der Räumlichkeiten: Bei Ankunft und Abreise wird gemeinsam ein Bestandsverzeichnis erstellt und vom Kunden und dem Eigentümer oder seinem Vertreter unterzeichnet. Dieses Bestandsverzeichnis stellt im Streitfall die einzige für den Zustand der Räumlichkeiten maßgebliche Referenzunterlage dar. Der Kunde ist gehalten, den Mietgegenstand mit aller gebotenen Sorgfalt zu behandeln. Der Sauberkeitszustand der Unterkunft ist bei der Ankunft des Kunden in der Bestandsaufnahme festzuhalten. Die Reinigung der Räumlichkeiten geht während des Mietzeitraums und vor seiner Abreise zu Lasten des Feriengastes. Der Gesamtbetrag etwaiger Reinigungskosten wird auf der Grundlage der im Beschreibungsblatt genannten Berechnung ermittelt.

Kaution: Bei Eintreffen des Kunden an seinem Aufenthaltsort wird vom Eigentümer eine Kaution verlangt, deren Höhe auf dem Beschreibungsblatt angeführt ist. Nach beiderseitigem Feststellen des Zustandes der Räumlichkeiten bei deren Verlassen wird diese Kaution rückerstattet, abzüglich der Kosten für die Instandsetzung der Räumlichkeiten, wenn Beschädigungen festgestellt wurden. Im Falle verfrühter Abreise (früher als zu der auf dem Beschreibungsblatt genannten Uhrzeit), so dass der Zustand der Räumlichkeiten am Tag der Abreise des Kunden nicht festgestellt werden kann, wird die Kaution vom Eigentümer spätestens nach einer Woche zurücküberwiesen.

Bezahlung der Gebühren: Am Ende seines Aufenthalts hat der Kunde dem Eigentümer die nicht im Preis inbegriffenen Gebühren zu bezahlen. Deren Höhe wird auf Basis der im Beschreibungsblatt erläuterten Berechnung ermittelt; der Eigentümer stellt darüber eine Quittung aus.

Versicherungen: Der Kunde haftet für alle von ihm verursachten Schäden. Es obliegt ihm, für einen Versicherungsschutz in Form einer Reiseversicherung für diese einzelnen Risiken zu sorgen.

ANHANG 1

Artikel 68

des Dekrets Nr. 72-678 vom 20. Juli 1972, abgeändert durch das Dekret Nr. 2005-1315 vom 21. Oktober 2005 – Art. 43 (im JORF veröffentlicht am 23.10.2005, in Kraft getreten am 01.01.2006)

Zahlungen im Zusammenhang mit einer Buchung einer Saisonunterkunft im Sinne des Artikels 1 (1) des oben zitierten Gesetzes vom 2. Januar 1970 dürfen nicht früher als sechs Monate vor Übergabe der Schlüssel erfolgen noch 25% der Gesamtmiete übersteigen. Der Restbetrag darf frühestens einen Monat vor Bezug der Räumlichkeiten erhoben werden.

Der Eigentümer oder Pächter wird von diesen Zahlungen unter den vereinbarungsgemäßen Bedingungen in Kenntnis gesetzt.

ANHANG 2

Wiedergabe der Artikel 95 bis 103 des Abschnittes VI des Dekrets Nr. 94-490 vom 15. Juni 1994 unter Anwendung des Artikels 31 des Gesetzes Nr. 92-645 vom 13. Juli 1992 zur Festlegung der Bedingungen der Ausübung von Aktivitäten im Zusammenhang mit der Organisation und dem Verkauf von Reisen oder Aufenthalten.

Artikel 95

Vorbehaltlich der im zweiten Absatz (a und b) des Artikels 14 des oben zitierten Gesetzes vom 13. Juli 1992 vorgesehenen Ausnahmen, lässt jedes Angebot und jeder Verkauf von einer Reise oder einem Aufenthalt betreffenden Leistungen den Anspruch auf die Übergabe geeigneter Dokumente entstehen, die den in diesem Abschnitt beschriebenen Regeln genügen.

Bei Verkauf von Flugtickets oder Fahrscheinen für reguläre Verkehrsmittel ohne mit diesen Beförderungen verbundene Leistungen stellt der Verkäufer dem Käufer eine oder mehrere vom Beförderungsunternehmen oder unter seiner Verantwortung ausgestellte Tickets für die gesamte Reise zu. Bei einer eigens bestellten Beförderung müssen der Name und die Adresse des Beförderungsunternehmens, für dessen Rechnung die Tickets ausgestellt werden, angeführt sein.

Die getrennte Verrechnung der verschiedenen Bestandteile einer und derselben Pauschalreise enthebt den Verkäufer nicht der ihm durch diesen Abschnitt auferlegten Pflichten.

Artikel 96

Der Verkäufer hat vor dem Abschluss des Vertrages und in Schriftform, unter Angabe seiner Rechtsform, seiner Adresse und seiner behördlichen Zulassung, den Konsumenten über die Preise, die Termine und sonstige maßgebliche Bestandteile der anlässlich der Reise oder des Aufenthalts erbrachten Leistungen zu informieren, und zwar über:

- 1) das Reiseziel, die Verkehrsmittel, die Eigenschaften und die Kategorien der eingesetzten Beförderungsmittel;
- 2) die Art der Unterkunft, ihre Lage, ihre Ausstattung und ihre wichtigsten Merkmale, ihre Einstufung und ihre touristische Kategorisierung entsprechend den Regelungen oder dem Usus des jeweils besuchten Landes;
- 3) die inkludierten Mahlzeiten;
- 4) die Beschreibung des Reiseverlaufs, wenn es sich um eine Rundreise handelt;
- 5) die zu beachtenden Verwaltungs- und Gesundheitsformalitäten, insbesondere bei Grenzübertritt, sowie die dafür geltenden Fristen;
- 6) die Besuche, Ausflüge und sonstige in der Pauschalreise inbegriffene oder eventuell gegen einen Preisaufschlag verfügbare Dienstleistungen;
- 7) die Mindest- oder Höchstteilnehmerzahl der Gruppe, welche die Durchführung der Reise oder des Aufenthalts gestattet, sowie, wenn die Durchführung der Reise oder des Aufenthalts an eine Mindestteilnehmerzahl geknüpft ist, den spätesten Zeitpunkt für die Information des Konsumenten im Falle von Absage der Reise oder des Aufenthalts; dieser Zeitpunkt muss spätestens 21 Tage vor Abreise gewählt werden;
- 8) die Höhe oder den Prozentsatz des bei Vertragsabschluss als Anzahlung zu leistenden Betrags sowie den Zeitplan für die Auszahlung des Restbetrags;
- 9) die vertraglich vorgesehenen Modalitäten einer Preisanpassung gemäß Art. 100 dieses Dekrets;
- 10) die Rücktrittsbedingungen vertraglicher Natur;
- 11) die in den Artikeln 101, 102 und 103 unten definierten Rücktrittsbedingungen;
- 12) Erläuterungen zu den gedeckten Risiken und der Garantiesumme der abgeschlossenen Versicherung zur Übernahme der Folgen der Berufshaftpflicht von Reisebüros und der Haftpflicht von Verbänden und gemeinnützigen Organisationen sowie lokalen Touristikagenturen;
- 13) Informationen über den fakultativen Abschluss einer Versicherung zur Abdeckung der Folgen bestimmter Rücktrittsfälle oder einer Assistenz-Versicherung zur Abdeckung bestimmter besonderer Risiken, insbesondere der Rückholungskosten bei Unfall oder Erkrankung.

Artikel 97

Die dem Konsumenten im Voraus gelieferten Informationen binden den Verkäufer, sofern dieser sich darin nicht ausdrücklich das Recht vorbehält, einige Bestandteile zu ändern. In diesem Fall hat der Verkäufer genau anzugeben, in welchem Maße und bezüglich welcher Punkte eine solche Änderung erfolgen kann. Die gegenüber den im Voraus gelieferten Informationen vorgenommenen Änderungen müssen dem Konsumenten jedoch unter allen Umständen vor Vertragsabschluss schriftlich mitgeteilt werden.

Artikel 98

Der Vertrag zwischen dem Verkäufer und dem Käufer geschlossene Vertrag bedarf der Schriftform, der Ausfertigung in zwei Gleichschriften, deren eine der Käufer behält, und der Unterzeichnung seitens beider Parteien. Er muss folgende Vertragspunkte enthalten:

- 1) Name und Adresse des Verkäufers, seines Garanten und seines Versicherers sowie Name und Adresse des Veranstalters;
- 2) das Reiseziel oder die Reiseziele und, bei aufgeteiltem Aufenthalt, die jeweiligen Zeiträume und Termine;
- 3) die zum Einsatz kommenden Transportmittel, ihre Merkmale und Kategorien, Datum, Uhrzeit und Ort der Abfahrt und der Rückfahrt;
- 4) die Art der Unterkunft, ihre Lage, ihr Komfortniveau und ihre wesentlichen Merkmale, ihre touristische Einstufung entsprechend der Regelung oder dem Usus in dem betreffenden Zielland;
- 5) die Anzahl der inkludierten Mahlzeiten;
- 6) den Reiseplan, wenn es sich um eine Rundreise handelt;

- 7) Besichtigungen, Ausflüge oder sonstige im Gesamtpreis der Reise oder des Aufenthalts inbegriffene Leistungen;
- 8) den Gesamtpreis der in Rechnung gestellten Leistungen sowie die Erläuterung etwaiger Anpassungen dieses Rechnungsbetrages gemäß den Bestimmungen des Artikels 100 weiter unten;
- 9) gegebenenfalls die Angabe mit bestimmten Dienstleistungen verbundener Gebühren oder Taxen wie etwa Landegebühren, Ausreise- und Einreisesteuern an Häfen oder Airports, Ortstaxen, wenn diese nicht im Preis der erbrachten Leistung(en) inbegriffen sind;
- 10) den Zeitplan und die Modalitäten der Bezahlung des Preises; jedenfalls darf die letzte vom Käufer geleistete Zahlung nicht weniger als 30% vom Reise- oder Aufenthaltspreis betragen und muss bei der Übergabe der für die Reise oder den Aufenthalt erforderlichen Unterlagen getätigt werden;
- 11) die besonderen vom Käufer verlangten und vom Verkäufer akzeptierten Bedingungen;
- 12) die Modalitäten, nach denen der Käufer an den Käufer eine Reklamation wegen Nichterfüllung oder mangelhafter Erfüllung des Vertrages richten kann, wobei die Reklamation möglichst unverzüglich zu erfolgen hat, und zwar per Einschreibebrief mit Rückschein an den Verkäufer, und eventuell dem Reiseveranstalter und dem Erbringer der betreffenden Leistungen schriftlich zur Kenntnis zu bringen ist;
- 13) den spätesten Zeitpunkt der Information des Käufers bei Absage der Reise oder des Aufenthalts durch den Verkäufer, wenn die Durchführung der Reise oder des Aufenthalts an einen Mindestteilnehmerzahl gebunden ist, entsprechend den Bestimmungen von Abs. 7 des Artikels 96 oben;
- 14) die Rücktrittsbedingungen vertraglicher Natur;
- 15) die in den Artikeln 101, 102 und 103 weiter unten definierten Rücktrittsbedingungen;
- 16) Erläuterungen zu den gedeckten Risiken und der Garantiesumme des Versicherungsvertrages zur Deckung der Berufshaftpflicht des Verkäufers;
- 17) Angaben zu dem vom Käufer unterzeichneten Versicherungsvertrag zur Deckung der Folgen einiger Rücktrittsfälle (Policen-Nummer und Name des Versicherers) sowie zur Assistenz-Versicherung zur Deckung bestimmter besonderer Risiken, insbesondere der Rückholungskosten bei Unfall oder Erkrankung; diesbezüglich hat der Verkäufer dem Käufer ein Dokument vorzulegen, das zumindest die gedeckten und die ausgeschlossenen Risiken anführt;
- 18) den spätesten Zeitpunkt, zu dem der Käufer den Verkäufer bei Abtretung des Vertrages zu informieren hat;
- 19) die Verpflichtung, dem Käufer spätestens zehn Tage vor dem für seine Abreise vorgesehenen Datum folgende Informationen zu übermitteln:
 - a) Name, Adresse und Telefonnummer der örtlichen Vertretung des Verkäufers oder, in Ermangelung dessen, die Namen, Adressen und Telefonnummern der lokalen Stellen, die in der Lage sind, dem Konsumenten im Falle eines Problems zu helfen, oder, in Ermangelung dessen, eine Hotline zu sofortiger Herstellung des Kontakts mit dem Verkäufer;
 - b) bei Auslandsreisen und -aufhalten Minderjähriger eine Telefonnummer und eine Adresse, welche die Herstellung eines direkten Kontakts mit dem Kind oder der vor Ort befindlichen Aufsichtsperson ermöglichen..

Artikel 99

Der Käufer kann seinen Vertrag einer anderen Person abtreten, welche dieselben für den Antritt der Reise oder des Aufenthalts erfüllt wie er selbst, solange der Vertrag noch keine Wirkung entfaltet hat. Vorbehaltlich einer für den Abtretenden günstigeren Bestimmung, hat dieser den Verkäufer per Einschreibebrief mit Rückschein spätestens sieben Tage vor Reisebeginn von seiner Entscheidung zu informieren. Handelt es sich um eine Kreuzfahrt, verlängert sich diese Frist auf zwei Wochen. Eine solche Abtretung bedarf unter keinen Umständen der vorherigen Zustimmung des Verkäufers.

Artikel 100

Enthält der Vertrag ausdrücklich die Möglichkeit einer Preisanpassung innerhalb der in Artikel 19 des zitierten Gesetzes vom 13. Juli 1992 gezogenen Grenzen, hat er die genaue Berechnungsweise, sei es bei Preiserhöhung oder Preissenkung, sei es bei Preisschwankungen, und insbesondere die Höhe der Beförderungskosten und der damit verbundenen Taxen, den oder die Wechselkurse, die einen Einfluss auf den Reise- oder Aufenthaltspreis haben könnten, den Anteil des Preises, für welchen die Schwankung gelten könnte, sowie die bei der Berechnung der im Vertrag ausgewiesenen Preise als Referenzwerte herangezogenen Devisenkurse anzugeben.

Artikel 101

Sieht sich der Verkäufer vor der Abreise des Käufers gezwungen, an einem der wesentlichen Vertragspunkte eine Änderung, wie etwa eine erhebliche Preiserhöhung, vorzunehmen, kann der Käufer, unbeschadet darüber hinausgehender Schadenersatzforderungen, nachdem ihn der Verkäufer per Einschreibebrief davon informiert hat:

- entweder vom Vertrag zurücktreten und die unverzügliche Rückerstattung der bereits bezahlten Beträge ohne jeden Abzug verlangen;
- oder die Änderung bzw. die vom Verkäufer angebotene Ersatzreise akzeptieren; ein Vertragszusatz, welcher die vorgenommenen Änderungen enthält, wird von den Parteien unterschrieben; eine negative Preisdifferenz wird von dem vom Käufer geschuldeten Restbetrag abgezogen bzw. wird ihm, wenn die schon erfolgte vollständige Bezahlung über den Preis der modifizierten Leistung hinausgeht, die Differenz vor dem Zeitpunkt seiner Abreise rückerstattet.

Artikel 102

Tritt der im Artikel 21 des zitierten Gesetzes vom 13 Juli 1992 genannte Fall ein, nämlich dass der Verkäufer vor der Abreise des Käufers die Reise oder den Aufenthalt annulliert, muss er den Käufer per Einschreibebrief mit Rückschein davon informieren; der Käufer erhält, unbeschadet etwaiger darüber hinausgehender Schadenersatzforderungen, vom Verkäufer die bereits bezahlten Beträge unverzüglich und ohne jeden Abzug zurück; der Käufer erhält in diesem Fall einen Schadenersatz in zumindest der gleichen Höhe, wie er ihn hätte tragen müssen, wenn er selbst zu diesem Zeitpunkt von der Reise zurückgetreten wäre.

Die Bestimmungen dieses Artikels stehen einer einvernehmlichen Lösung nicht entgegen, nach welcher der Käufer einem vom Verkäufer angebotenen Ersatzurlaub oder -aufenthalt zustimmt.

Artikel 103

Sieht sich der Verkäufer nach der Abreise des Käufers außerstande, einen überwiegenden Teil der vertraglich vorgesehenen Leistungen zu erbringen, und macht dieser Teil einen nicht unerheblichen Prozentsatz des vom Käufer bezahlten Preises aus, hat der Verkäufer unverzüglich folgende Maßnahmen zu ergreifen, unbeschadet etwaiger Schadenersatzforderungen:

- entweder hat er Leistungen als Ersatz für die vorgesehenen Leistungen anzubieten und die etwaigen Mehrkosten zu übernehmen, und wenn die vom Käufer akzeptierten Leistungen von mindermem Wert sind, hat ihm der Verkäufer unmittelbar nach der Rückkehr die Preisdifferenz zu erstatten;
- oder er muss, wenn er keine Ersatzleistung anbieten kann oder eine solche vom Käufer aus wichtigem Grund abgelehnt wird, dem Käufer ohne Preisaufschlag Tickets zur Verfügung stellen, um seine Heimkehr unter als gleichwertig anzusehenden Bedingungen zu gewährleisten.



Reserva en línea de estancias en alojamientos Gîte de France® Condiciones de venta

Condiciones aplicables a todas las reservas

Las partes del contrato:

«Usted» o «el Cliente» o «el Comprador» hace referencia a todo usuario del presente sitio web que reserva, encarga y/o adquiere los Productos y Servicios propuestos. Solo podrá utilizar este Sitio web si es mayor de edad y está facultado para firmar contratos que implican su responsabilidad. Usted será responsable financieramente de todos los Usos que le de al Sitio web. Las prestaciones que se venden en el presente sitio web están reservadas para los particulares. Las agrupaciones y profesionales deberán contactar directamente con el Vendedor. «Nosotros» o « el Vendedor» hace referencia a la central de reservas:

Denominación social: SCIC SA sudfrance.fr
Sociedad cooperativa anónima al capital variable
Domiciliada en la siguiente dirección: 78 ter rue Barbacane – 11000 CARCASSONE



y ofrece alojamiento en alquiler, en nombre de sus mandantes, comprometiéndose a respetar las siguientes normas profesionales: artículo 68 del decreto francés de 1972 ([ANEXO 1, página 5](#)) modificado para los alquileres de casas fuera de paquetes turísticos, del artículo 95 al artículo 103 del decreto de 1993 ([ANEXO 2, página 6](#)) relativo a viajes y paquetes turísticos.

Objeto del contrato:

La finalidad del presente contrato es garantizar a distancia y por vía electrónica la reserva de una estancia en alojamiento Gîtes de France®, catalogado por el Relais Départemental des Gîtes de France de l'Aude. Quedamos exentos de responsabilidad en caso de que estos contratos sean utilizados por terceros o con otros fines no turísticos.

Reserva provisional en línea: El presente sitio web ofrece la posibilidad de reservar de forma provisional una estancia en un alojamiento Gîte de France® cuyo periodo de validez se menciona en la propuesta de contrato emitida por el Vendedor. Con salvedad de las disposiciones de las presentes condiciones de venta, usted cuenta con la posibilidad, en el momento de elegir el alojamiento, de pagar en línea la totalidad o parte de la estancia, indicando sus datos bancarios. Sin embargo, el módulo » no acepta la finalización del contrato en línea. Una vez recibida su selección, le haremos llegar un contrato de reserva que deberá remitirnos firmado, acompañado, si procede, de

su pago. **Atención: tendremos que haber recibido, previamente a la fecha estipulada en el momento de la selección temporal y que figura en**

el contrato, su contrato firmado, así como el pago, para que su reserva sea definitiva. En su defecto, su reserva se considerará que está pendiente de confirmación y el Vendedor pondrá de nuevo a la venta la estancia en cuestión.

Reserva en línea: Tras haber realizado su selección y haber hecho clic en el botón «Reservar», al Cliente le aparecerá una pantalla que recoge los elementos de la reserva y propone un seguro de anulación. En una segunda Pantalla, se resume el conjunto de elementos específicos que figuran en el contrato que el cliente deberá confirmar. En ese momento, se invitará al Cliente a que rellene una página de datos personales, que validará haciendo clic en el botón «validar». Aparecerá otra pantalla en la que se propone el pago en línea.

Los sistemas de registro automático utilizados por el Vendedor se considerarán una prueba válida de la finalización del presente contrato de reserva. El Cliente recibirá una confirmación del pedido por correo electrónico. Tal información recogerá las Características esenciales de la reserva, el precio y las formas de pago. El contenido de esta confirmación de la reserva quedará archivada por nosotros. Se considerará como una prueba válida del consentimiento del cliente del presente contrato y de su fecha.

Las formas de pago del precio de la prestación:

El pago en línea mediante tarjeta bancaria le permite reservar su estancia en línea e inmediatamente de forma definitiva. Si el plazo existente entre la fecha de la reserva y la fecha del inicio de la estancia es inferior a 7 días, no será suficiente para poder garantizar el pago mediante cheque o mandato. En consecuencia, a menos de 7 días naturales, el único pago que se le propondrá será el pago mediante tarjeta de crédito/débito.

En cuanto a las reservas provisionales, el pago podrá efectuarse de cualquier forma: cheque, mandato, transferencia, tarjeta de crédito/débito...

Inalienabilidad del contrato: salvo aplicación de las presentes condiciones de venta, el presente contrato se celebra *intuitu personae* y no podrá cederse.

Capacidad de alojamiento: El contrato se establecerá para un número concreto de personas. Si el número de personas que van a disfrutar de las vacaciones sobrepasa la capacidad de acogida, el prestatario podrá rechazar a los Clientes complementarios. Se considerará que toda modificación o ruptura de contrato surge como consecuencia de la iniciativa del Cliente.

Animales de compañía: El contrato precisa si el Cliente puede ir acompañado o no por un animal de compañía. En caso de incumplimiento de esta cláusula por parte del Cliente, el prestatario puede rechazar la estancia. En tal caso, no se efectuará reembolso alguno.

Anulación ocasionada por el cliente: Toda anulación deberá notificarse al servicio de reservas mediante carta certificada.

a/ Si usted dispone de un seguro de anulación: lea el formulario de seguro que se adjunta.

b/ Si usted no dispone de seguro de anulación: en caso de anulación causada por el Cliente, la suma que el servicio de reservas reembolse al Cliente, excepción hecha de los gastos de tramitación (en caso de que se hayan percibido en el momento de la reserva) será la siguiente:

- anulación a más de 30 días antes del inicio de la estancia: se retendrá un 10 % del importe de la estancia;
- anulación entre el trigésimo (30) día y el vigésimo primer (21) día incluido antes del inicio de la estancia: se retendrá un 25 % del precio de la estancia;
- anulación entre el vigésimo (20) día y el octavo (8) día incluido antes del inicio de la estancia: se retendrá un 50 % del precio de la estancia;
- anulación entre el séptimo (7) día y el segundo (2) día incluido antes del inicio de la estancia: se retendrá un 75 % del precio de la estancia;
- anulación a menos de 2 días antes del inicio de la estancia: se retendrá un 90% del precio de la estancia.

En caso de que el Cliente no se presente, no se efectuará ningún reembolso.

Interrupción de la estancia: En caso de interrupción de la estancia por parte del Cliente, no se efectuará reembolso alguno, salvo si el seguro de anulación del que puede beneficiarse el Cliente cubre el motivo de la interrupción.

Anulación ocasionada por el vendedor: Cuando, antes del inicio de la estancia, el servicio de reservas anule la estancia en cuestión, deberá informar al Comprador mediante carta certificada con acuse de recibo. Se reembolsará al Comprador inmediatamente y sin penalizaciones con los importes abonados. Recibirá, además, una indemnización que al menos sea equivalente a la penalización que hubiera sufrido el Comprador en caso de que la anulación hubiera sido causada por él en esa misma fecha. Las susodichas disposiciones no se aplicarán en aquellos casos en que se haya celebrado un acuerdo amistoso con el fin de que el Comprador acepte una estancia de sustitución propuesta por el Vendedor.

Modificación de un elemento sustancial: En caso de que antes de la fecha prevista del inicio de la estancia el servicio de reservas se encuentre ante la necesidad de modificar alguno de los elementos esenciales del contrato, el Comprador podrá, tras haber sido informado por el Vendedor, mediante carta certificada con acuse de recibo:

- rescindir el contrato y obtener el reembolso inmediato de las sumas abonadas sin penalizaciones;
- aceptar la modificación o la sustitución de los lugares de la estancia que proponga el Vendedor: ambas partes firmarán una adenda del contrato en la que se estipulen las modificaciones añadidas. Toda disminución del precio se deducirá de los importes restantes que eventualmente el comprador adeude, y si el pago ya realizado por este último sobrepasa el precio de la prestación modificada, se devolverá al Cliente lo percibido en exceso antes del inicio de su estancia.

Imposibilidad del vendedor de proveer, una vez comenzada la estancia, las prestaciones previstas en el contrato:

Si una vez comenzada la estancia, el Vendedor se encuentra frente a la imposibilidad de ofrecer una parte preponderante de los servicios previstos en el contrato y que representan un porcentaje no omisible del importe liquidado por el Comprador, el servicio de reservas le propondrá otra estancia como sustitución de la estancia prevista, corriendo todos los gastos suplementarios a cuenta del Vendedor. Si la estancia que el Comprador acepta es de calidad inferior, el servicio de reservas le reembolsará la diferencia de precio antes de la finalización de su estancia. Si el Vendedor no pudiera ofrecerle ninguna estancia de reemplazo, o si el Comprador rechaza la estancia ofrecida por razones válidas, el primero pagará al segundo una indemnización calculada sobre las mismas condiciones que en caso de anulación por parte del Vendedor.

Responsabilidad del Cliente: Será su responsabilidad verificar que la información que ha ofrecido en el momento de la inscripción, o en cualquier otro momento, es exacta y completa. Deberá asegurarse de que los datos que proporcione en el momento de la reserva son correctos y que mediante ellos recibirá la confirmación de su reserva. En la hipótesis de que Usted no recibiera tal confirmación, deberá contactar con el Vendedor. Con el fin de realizar un seguimiento adecuado de su registro, deberá informar inmediatamente al Vendedor de toda modificación de la información proporcionada en el momento del registro.

Responsabilidad del Vendedor: El Vendedor que ofrece a un Cliente prestaciones es el único interlocutor de dicho Cliente y responde ante él por la ejecución de las obligaciones que derivan de las presentes condiciones de venta. El Vendedor no podrá considerarse responsable de los casos fortuitos, de los casos de fuerza mayor o causados por personas ajenas a la organización y al desarrollo de la estancia.

Uso de la lengua francesa y preeminencia del francés: Con arreglo a la ley francesa 94-664 de 4 de agosto de 1994, las ofertas que se presentan en este sitio web y dirigidas a una clientela francesa han sido redactadas en francés. No obstante, las traducciones comerciales a lenguas extranjeras de la totalidad o de parte de la información que figura en el presente Sitio web pueden estar disponibles. Las partes acuerdan que la versión en lengua francesa primará sobre todas las traducciones comerciales redactadas en otra lengua.

Usos del Sitio web: El presente sitio web ofrece la posibilidad de reservar estancias en alojamientos Gîtes de France[®], catalogado por el Relais Départemental des Gîtes de France de l'Aude, en nombre de la Fédération Nationale des Gîtes de France et du Tourisme Vert[®]. El objetivo del Sitio es ayudarle en la búsqueda de Productos y Servicios relacionados con el viaje, y realizar las reservar adecuadas o la transacción deseada. De darse un uso fraudulento o que contravenga las presentes Condiciones de Venta del servicio de reservas del Sitio, «nombre de la central» podría negarle el acceso a los Servicios propuestos en el Sitio mencionado en todo momento.

Propiedad intelectual:

nuestro compromiso: La edición de información en línea está sujeta al mismo régimen jurídico que la edición tradicional. Por lo tanto, el contenido del presente sitio se rige por varios textos que confieren al lector internauta derechos y obligaciones varias. El Vendedor y el editor del presente sitio se comprometen a respetar las reglas editoriales que se encuentran en vigor y a hacer lo posible para garantizar la validez de la información puesta a disposición del público. Autoriza al lector a imprimir la totalidad o una parte del contenido propuesto en el sitio para un uso estrictamente personal.

Responsabilidad del Cliente: El Cliente se compromete, por su parte, a respetar las normas de propiedad intelectual de los distintos contenidos que se ofrecen en este sitio, hecho que implica su compromiso a no reproducir, resumir, modificar, alterar o redifundir, sin la autorización expresa y previa del propietario del sitio, cualquier artículo, título, aplicación, programa informático, logotipo, marca, información o ilustración para otro uso que el estrictamente privado, hecho que excluye toda reproducción con fines profesionales, lucrativos o de difusión masiva. Se compromete a no reproducir la totalidad o parte del sitio en cualquier otro soporte. El incumplimiento de estos compromisos imperativos conlleva la responsabilidad civil y penal del contraventor.

Protección de los datos personales: Con arreglo a la ley francesa Informática y Libertades de 6 de enero de 1978, usted dispondrá, en todo momento, de un derecho de acceso, de rectificación y de supresión de los datos personales que le incumben. Si usted deseara ejercer tal derecho, le bastará con escribirnos o con solicitarlo mediante correo electrónico. Los datos introducidos en los formularios del presente sitio continuarán siendo confidenciales para el Vendedor.

Territorialidad de la legislación aplicable y jurisdicción competente: Las partes acuerdan que el presente contrato se regirá por la ley francesa, incluyendo la definición de jurisdicción competente.

Prueba: Se acuerda de forma expresa que, salvo error manifiesto cometido por parte del Vendedor, los datos que se conservan en el sistema de información del Vendedor y/o de los Colaboradores tienen fuerza probatoria en lo que respecta a los pedidos gestionados. **Los datos en formato informático o electrónico que conserve el Vendedor**

constituirán pruebas y, de presentarse como medio de prueba por parte del Vendedor en todo procedimiento contencioso o de otro tipo, serán admisibles, válidas y oponibles entre las partes de la misma forma, en las mismas condiciones y con la misma fuerza probatoria que todo documento que pudiera establecerse, recibirse o conservarse por escrito.

Expresión de reclamaciones – Resolución de litigios – Clientes irrespetuosos: Toda reclamación relativa al procedimiento electrónico de reservas podrá dirigirse a la central de reservas. Toda reclamación relativa al estado del inmueble y a la descripción del lugar reservado para la estancia deberá enviarse al servicio de reservas en un plazo de 3 días a contar de la entrada en el lugar de alojamiento. Cualquier otra reclamación deberá dirigirse en el menor plazo posible, por carta. En caso de desacuerdo persistente, los litigios podrán someterse al servicio de calidad de la Fédération Nationale des Gîtes de France et du Tourisme Vert, quien se esforzará por lograr un acuerdo amistoso. Si el servicio de reservas, en calidad de mandatario y en nombre del propietario, debiera abonar una cantidad de dinero al Cliente, este último subrogará al servicio de reservas en los derechos y acciones que el servicio detenta para con el propietario. El Vendedor se reservará el derecho de anular o rechazar todo pedido de un Cliente con el que exista un litigio relativo al pago de una deuda anterior.

Condiciones particulares aplicables a la reserva de una estancia en una casa rural

Las condiciones que figuran en el presente capítulo completan las condiciones aplicables a todas las reservas.

Las fechas para percibir el precio de la estancia:

En aplicación del artículo 68 del decreto francés 72-678 de 20 de julio de 1972 modificado, las reservas de alquileres por temporadas realizados por un intermediario no podrán estar sujetas a pago alguno con un plazo de 6 meses antes de la entrada en el alojamiento en cuestión. Por lo tanto, las reservas de estancias en casas rurales efectuadas 6 meses antes de la entrada en el alojamiento no darán lugar a pago alguno previamente a la expiración de tal plazo. A la finalización de tal plazo, se le invitará por correo a abonar el anticipo. Para las reservas efectuadas entre 6 meses y 30 días antes del inicio de la estancia, se exigirá el pago de un anticipo del 25% del precio de la estancia en el momento de finalizar el contrato. El saldo restante se deberá abonar 30 días antes del inicio de la estancia: una vez vencido el plazo, se le invitará por correo a abonar tal importe. Para las reservas realizadas con una antelación inferior a 30 días del inicio de la estancia, se exigirá la totalidad del precio de la estancia en el momento de finalizar el contrato.

Los precios: Los precios se indican en la descripción de los productos y corresponden al coste total del alquiler del alojamiento. Se trata de un precio por semana (desde el sábado por la tarde a las 16:00 hasta el sábado por la mañana a las 10:00) o por fin de semana.

Plazo para la revocación: Ser realizadas las reservas para una fecha determinada, el cliente no goza del derecho de retractación en aplicación del artículo L121-20 del Código del Consumo, conforme al artículo L121-20-4 del mismo código.

La llegada: El Cliente deberá presentarse el día estipulado y a la hora mencionada en el presente contrato o en el acuse de recibo. En caso de llegar tarde, de que ocurra un aplazamiento o de cualquier imprevisto de última hora, el Cliente deberá avisar al prestatario (o propietario) cuya dirección y teléfono figuran en el vale o la hoja descriptiva.

El estado del inmueble: Se creará un inventario en común y lo firmarán tanto el Cliente como el propietario o su representante a la llegada o a la salida del alojamiento. Este inventario será la única referencia en caso de litigio relativo al estado del inmueble. El cliente será responsable del uso adecuado y razonable del inmueble. El estado de la propiedad en cuanto a la limpieza a la llegada del Cliente deberá constatarse en el inventario del estado del inmueble. La limpieza de los locales correrá a cuenta del Cliente durante el periodo del alquiler y antes de su salida. El importe de los gastos de limpieza eventuales se establecerá según el cálculo mencionado en la hoja descriptiva.

El depósito de la fianza: A la llegada del Cliente a su lugar de vacaciones, el propietario solicitará una fianza, cuyo importe se indica en la hoja descriptiva. Tras el inventario contradictorio del estado del inmueble a la salida del Cliente, se restituirá la fianza tras haber deducido los gastos de la reposición del inmueble a su estado anterior, en caso de apreciar algún deterioro. En caso de salida anticipada (anterior a las horas mencionadas en la hoja descriptiva), de forma que no sea posible la elaboración del inventario el mismo día de la salida del Cliente, el propietario devolverá la fianza en un plazo máximo de una semana.

El pago de los gastos: A la finalización de la estancia, el Cliente deberá abonar al propietario los gastos no incluidos en el precio. Su cuantía se establecerá según el cálculo que se menciona en la hoja descriptiva y, a cambio, el propietario entregará un justificante de dicho pago.

El seguro: El Cliente será responsable de todo daño derivado de su estancia. Deberá disponer de un seguro de tipo veraneo que cubra diversos riesgos.

ANEXO 1

Artículo 68

del decreto francés n.º 72-678 de 20 de julio de 1972, modificado mediante el decreto n.º 2005-1315 de 21 de octubre de 2005 - art. 43 (JORF 23.10.2005 en vigor desde el 01.01.2006)

Los pagos correspondientes a las reservas de alquiler de temporada, con arreglo al artículo 1 de la ley francesa de 2 de enero de 1970 anteriormente mencionada, no podrán tener lugar seis meses antes de la entrega de las llaves ni exceder el 25% del importe total del alquiler. El saldo solo podrá exigirse con un mes de antelación como máximo a la entrada en el inmueble.

Se avisará al propietario o al arrendador sobre tales pagos bajo las condiciones que se estipulan en el mandato.

ANEXO 2

Reproducción de los artículos comprendidos entre el 95 y el 103 del título VI del decreto francés n.º 94-490 de 15 de junio de 1994, en aplicación del artículo 31 de la ley francesa n.º 92-645 de 13 de julio de 1992, que establece las condiciones de ejercicio de las actividades relativas a la organización y a la venta de viajes o de estancias vacacionales.

Artículo 95

Con salvedad de las exclusiones previstas en el segundo párrafo (a y b) del artículo 14 de la ley francesa de 13 de julio de 1992 arriba mencionada, para toda oferta y toda venta de prestaciones de viajes o de estancias es necesario entregar los documentos apropiados que respondan a las normas establecidas en el presente título. En caso de venta de títulos de transporte aéreo o de títulos de transporte de líneas regulares sin prestaciones vinculadas a tales transportes, el vendedor entregará al comprador uno o varios billetes para la totalidad del viaje emitidos por el transportador o bajo su responsabilidad. En el caso del transporte a petición, se deberán mencionar el nombre y la dirección del transportador, para la cuenta a la que se emiten los billetes. La facturación de forma separada de varios elementos de un mismo paquete turístico no exonera al vendedor de las obligaciones que se le atribuyen en el presente título.

Artículo 96

Previamente a la conclusión del contrato y en base a un soporte escrito, donde figure la razón social, la dirección y la indicación de su autorización administrativa de ejercicio, el vendedor deberá comunicar al consumidor la información sobre el precio, las fechas y demás elementos que constituyen las prestaciones ofrecidas con ocasión del viaje o de la estancia, a saber:

1º El destino, los medios, las características y la categoría de los transportes utilizados;

2º La elección de alojamiento, su situación, el nivel de confort y las características principales, su homologación y la clasificación turística correspondiente al reglamento o a los usos y costumbres del país de acogida;

3º Las dietas ofrecidas;

4º La descripción del itinerario cuando se trate de un circuito;

5º Las formalidades administrativas y sanitarias que se deben cumplir, en concreto en caso de cruzar alguna frontera, así como los plazos para cumplirlas;

6º Las visitas, excursiones y demás servicios incluidos en el paquete turístico o que estén disponibles de forma eventual mediante un suplemento en el precio;

7º El tamaño mínimo o máximo del grupo que permite la realización del viaje o de la estancia, y si la realización del viaje o estancia se encuentra subordinada a un número mínimo de participantes, también la fecha límite de información del consumidor en caso de anulación del viaje o estancia; tal fecha no podrá fijarse en un plazo menor a veintidós días antes de la salida;

8º El importe o el porcentaje del precio que se debe desembolsar en concepto de anticipo al concluir el contrato así como el calendario de pago del saldo;

9º Las modalidades de revisión de los precios, tal y como se prevén en el contrato, en aplicación del artículo 100 del presente decreto;

10º Las condiciones de anulación de carácter contractual;

11º Las condiciones de anulación que se estipulan en los artículos 101, 102 y 103 que se mencionan a continuación;

12º Las puntualizaciones relativas a los riesgos cubiertos y el importe de las fianzas suscritas en concepto de contrato de seguro que cubre las consecuencias de la responsabilidad civil profesional de las agencias de viajes y de la responsabilidad civil de las asociaciones y organismos sin ánimo de lucro y de los organismos locales de turismo;

13º La información relativa a la firma facultativa de un contrato de seguro que cubre las consecuencias de ciertos casos de anulación o de un contrato de asistencia que cubre ciertos riesgos particulares, en concreto los gastos de repatriación en caso de accidente o de enfermedad.

Artículo 97

La información previa dirigida al consumidor obliga al vendedor, a menos que en tal información el vendedor se haya reservado expresamente el derecho de modificar algunos elementos de la misma. En tal caso, el vendedor deberá indicar claramente la medida en que dicha modificación tendrá influencia y en qué elementos en concreto. En todo caso, las modificaciones realizadas en la información previa deberán comunicarse por escrito al consumidor antes de la conclusión del contrato.

Artículo 98

El contrato celebrado entre el vendedor y el comprador deberá ser por escrito y en doble ejemplar, yendo una de las dos copias dirigida al comprador y firmada por ambas partes. Debe estar formada por las siguientes cláusulas:

1º El nombre y la dirección del vendedor, de su garante y de su asegurador, así como el nombre y la dirección del organizador;

2º El destino o destinos del viaje y, en caso de estancia partida, los distintos periodos y sus fechas correspondientes;

3º Los medios, las características y la categoría de los transportes utilizados, las fechas, horas y lugares de salida y de llegada;

4º La forma de alojamiento, su situación, el nivel de confort y las características principales, su clasificación turística en virtud de las normativas o de los usos y costumbres del país de acogida;

5º El número de dietas proporcionadas;

6º El itinerario, cuando se trate de un circuito;

7º Las visitas, las excursiones u otros servicios incluidos en el precio total del viaje o de la estancia;

8º El precio total de las prestaciones facturadas, así como la indicación de todas las posibles revisiones de tal facturación, en virtud de las disposiciones del artículo 100 que figura a continuación;

9º La indicación, si procede, de los impuestos o tasas correspondientes a ciertos servicios, tales como los impuestos de aterrizaje, de desembarque o de embarque en puertos y aeropuertos, impuestos de estancia cuando no estén incluidos en el precio de la o las prestaciones ofrecidas;

10º El calendario y las modalidades de pago del precio; en todo caso, el último pago efectuado por el comprador no podrá ser inferior al 30% del precio del viaje o de la estancia, y deberá efectuarse en el momento de la entrega de los documentos que permiten la realización del viaje o de la estancia;

11º Las condiciones particulares que haya solicitado el comprador y que haya aceptado el vendedor;

12º Las modalidades de las que dispone el comprador para realizar una reclamación frente al vendedor por el incumplimiento o por el cumplimiento indebido del contrato, reclamación que deberá dirigirse a la mayor brevedad posible mediante carta certificada con acuse de recibo al vendedor, y en la que deberá señalarse por escrito el organizador del viaje y el prestatario de los servicios correspondientes;

13º La fecha límite para que se informe al comprador de la anulación del viaje o de la estancia por parte del vendedor en caso de que la realización del viaje o de la estancia incluya a un número mínimo de participantes, con arreglo a la 7ª disposición del artículo 96 anteriormente referido;

14º Las condiciones de anulación de carácter contractual;

15º Las condiciones de anulación previstas en los artículos 101, 102 y 103 que se mencionan a continuación;

16º Las puntualizaciones que atañen a los riesgos cubiertos y el importe de la fianza que figura en el contrato de seguro que cubre las consecuencias de la responsabilidad civil profesional del vendedor;

17º Las indicaciones relativas al contrato de seguro que cubre las consecuencias de algunos casos de anulación suscrito por el comprador (número de póliza y nombre del asegurador), así como las indicaciones relativas al contrato de asistencia que cubre ciertos riesgos concretos, en especial los gastos de repatriación en caso de accidente o de enfermedad; en tal caso, el vendedor entregará al comprador un documento en el que se establecen como mínimo los riesgos que se cubren y los que quedan excluidos;

19º El compromiso de ofrecer al comprador, por escrito, al menos con diez días de antelación de la fecha prevista de salida, la siguiente información:

a) El nombre, la dirección y el número de teléfono de la representación local del vendedor o, en su defecto, los nombres, las direcciones y los números de teléfono de los organismos locales que puedan asistir al consumidor en caso de dificultades, o, en su defecto, el número de urgencia para contactar con el vendedor;

b) En cuanto a los viajes y a las estancias de menores en el extranjero, un número de teléfono y dirección que permitan establecer un contacto directo con el menor o el responsable presente en la estancia.

Artículo 99

El comprador podrá ceder su contrato a un cesionario que cumpla con las mismas condiciones que el comprador para efectuar el viaje o la estancia, siempre que el contrato no haya producido ningún efecto. Salvo estipulación favorable al cedente, este estará obligado a informar de tal cesión al vendedor mediante carta certificada con acuse de recibo en un plazo máximo de siete días antes del inicio del viaje. Cuando se trate de un crucero, tal plazo se ampliará a quince días. Esta cesión no estará sujeta, en ningún caso, a la autorización previa del vendedor.

Artículo 100

En caso de que el contrato conlleve una posibilidad expresa de revisión del precio, en los límites previstos en el artículo 19 de la ley francesa de 13 de julio de 1992 anteriormente mencionada, deberá mencionar las modalidades exactas de cálculo, tanto al alza como a la baja, de las modificaciones de los precios y, en concreto, el importe al que ascienden los gastos de transporte y demás impuestos correspondientes, la o las divisas que puedan incidir en el precio del viaje o de la estancia, la parte del precio a la que se aplica la modificación, la cotización de las divisas estipulada como referencia en el momento de fijar el precio que figura en el contrato.

Artículo 101

Cuando, antes de la salida del comprador, el vendedor se encuentre obligado a modificar uno de los elementos esenciales del contrato, como por ejemplo una subida significativa en el precio, el comprador podrá, sin perjuicio de la posibilidad de recurrir por los daños eventuales sufridos, y tras haber sido informado por el vendedor mediante carta certificada con acuse de recibo:

- rescindir el contrato y obtener el reembolso inmediato de las sumas abonadas sin penalizaciones;

- aceptar la modificación o el viaje de sustitución propuesto por el vendedor; las partes deberán firmar una adenda en el contrato en la que se establezcan las modificaciones realizadas; toda disminución del precio se deducirá de las sumas restantes que adeude el comprador, si procede, y si el pago ya efectuado por este último supera el precio de la prestación que se ha modificado, lo percibido en exceso deberá ser restituido antes de la fecha de salida.

Artículo 102

En el caso previsto en el artículo 21 de la ley francesa de 13 de julio de 1992 antes mencionada, cuando, previamente a la salida del comprador, el vendedor anula el viaje o la estancia, deberá informar al comprador mediante carta certificada con acuse de recibo; el comprador, sin perjuicio de la posibilidad de recurrir por los daños eventuales sufridos, obtendrá por parte del vendedor el reembolso inmediato y sin penalizaciones de las sumas abonadas; el comprador recibirá, en tal caso, una indemnización que al menos iguale a la penalización que hubiera sufrido si la anulación hubiera sido causada por el comprador en tal fecha. Las disposiciones del presente artículo no supondrán en ningún caso obstáculo alguno a la conclusión de un acuerdo amistoso cuyo objetivo sea la aceptación, por parte del comprador, de un viaje o estancia de sustitución propuesta por el vendedor.

Artículo 103

Cuando, tras la salida del comprador, el vendedor se encuentre ante la imposibilidad de ofrecer una parte preponderante de los servicios previstos en el contrato que represente un porcentaje no omisible del precio abonado por el comprador, el vendedor, de forma inmediata, deberá aplicar las siguientes disposiciones sin perjuicio de la posibilidad de recurrir por los daños sufridos de forma eventual:

- proponer prestaciones en sustitución de las prestaciones previstas, haciéndose cargo de forma eventual de todo suplemento de precio y, si las prestaciones aceptadas por el comprador son de una calidad inferior, el vendedor deberá reembolsarle, a su retorno, la diferencia de precio;
- si no pudiera proponerle ninguna prestación de reemplazo, o si el comprador rechazara tales prestaciones por motivos válidos, se ofrecerá al comprador, sin suplemento de precio alguno, títulos de transporte para garantizar su retorno en condiciones que puedan considerarse equivalentes, para el lugar de salida o hacia otro lugar que ambas partes acepten.

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE/IBAN

Avenue du Montpelliéret - Maurin
34977 LATTES CEDEX

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements de quittance, etc.).
This statement is intended to be delivered to those of your creditors or debtors who have transactions posted to your account (credit transfers, invoice payments, etc...).

Cadre réservé au destinataire du relevé

DOMICILIATION	FRANCE Codes	TITULAIRE DU COMPTE
CREDIT AGRICOLE Caisse Régionale du Languedoc	Banque 13506 Guichet 10000 Numéro de compte 61739758001 Clé RIB 90	SCIC SUDFRANCE.FR TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES FDC
Bank Identification Code (BIC) AGRIFRPP835	ETRANGER uniquement International Bank Account Number (IBAN) FR76 1350 6100 0061 7397 5800 190	78 T RUE BARBACANE 11000 CARCASSONNE

Réf. APIS0003